

OUVRIERS AGRICOLES DANS LA CHARENTE ET DANS LA VIENNE voir page 6

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI 20

SAMEDI 21

DIMANCHE

22

FÉVRIER

1976

N° 116

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

La campagne de presse sur le meurtre de Philippe Bertrand

CRIME IGNOBLE CAMPAGNE ODIEUSE

Nous avons tous été frappés de stupeur devant l'horreur du crime de Troyes, le cynisme et le sang-froid de l'assassin. Rien ne peut l'excuser et encore moins le justifier, aucune circonstance atténuante ne semble pouvoir être invoquée, tant l'assassin présumé paraît avoir agi avec calcul.

Exploitant la légitime indignation populaire, une campagne de presse se développe, des ministres apparaissent à la télévision pour réclamer un châtement exemplaire du coupable. Avant même que les tribunaux ne se soient saisis de l'affaire, un verdict de mort a été prononcé. L'idée qu'il faille accentuer la répression et dans ce cas précis trancher la tête de l'assassin, est assez large-

ment répandue tant ce crime est révoltant. L'argument de l'exemplarité de la peine et de son caractère dissuasif est invoqué. Mais face à la délinquance, face à la grande criminalité l'augmentation des forces de police, le renforcement des lois répressives, l'application de la peine de mort sont-ils efficaces ?

C'est ce que disent la plupart des organes de presse, Poniatowski et Lecanuet. Ce n'est pas notre point de vue.

Le crime naît comme un chancre sur un corps malade. C'est sur la base de la société capitaliste en crise qu'il se développe. La crise de cette société engendre le vol, la violence contre les personnes. La situation qui est faite aux masses : le chômage, la misère, la dégradation des condi-

tions de vie constituent un terrain favorable à leur développement. La bourgeoisie en valorisant les idées d'arrivisme, en développant l'appât du gain inspire la criminalité.

La répression même supposée efficace ne change rien à cette situation, elle ne tarit pas les sources de la délinquance. Bien plus, il y a toute une criminalité qui est tolérée par la bourgeoisie : le gangstérisme, le racket, l'escroquerie ne sont pas réellement réprimés mais contenus dans des limites acceptables et utilisés à leur profit par les hommes du pouvoir. A Troyes, la police a montré par sa façon d'agir que ce n'était pas la vie du petit Philippe qui la préoccupait, mais l'exploitation qu'elle pouvait faire de cette affaire. Sans renverser ce système pourri, il n'est pas possible de lutter efficacement contre la délinquance et d'en supprimer les bases.

Le développement de cette campagne de presse n'a rien d'innocent. Elle vise d'abord à renforcer le sentiment d'insécurité «La France a peur» a répété à plusieurs reprises Gicquel à la télévision mercredi soir pour nous en convaincre. Elle vise ensuite et surtout à justifier un renforcement des lois répressives et des moyens de la police.

Dans quel but ? Pour surveiller les travailleurs dans les cités populaires, les matraquer quand ils manifestent, les expulser quand ils occupent leur lieu de travail. Telles sont les visées de Poniatowski et consorts, quand ils feignent de s'attendrir à propos du drame de

FOUGERES LES OUVRIERS DES CHAUSSURES REHAULT OCCUPENT



Voir page 5

Demain samedi 20 février, nos lecteurs ne trouveront pas leur journal en kiosque.

La Fédération Française des Travailleurs du Livre CGT a décidé une journée d'arrêt de travail pour la défense de l'emploi.

A partir de la semaine prochaine le Quotidien du Peuple paraîtra régulièrement sur 12 pages

CHINE voir page 2

DEVELOPPER ET PRESERVER LES ACQUIS DE LA GRANDE REVOLUTION CULTURELLE PROLETARIENNE



Troyes. Ils n'invoquent l'indignation populaire et l'exigence de sécurité que pour renforcer leurs moyens de répression contre les masses.

C'est un piège qui nous est tendu.

Quand Poniatowski et Lecanuet réclament l'application de la peine de mort c'est le durcissement de l'ensemble du système répressif qu'ils veulent nous faire accepter. Nous ne pouvons l'accepter car c'est contre nous que le renforcement de la répression sera utilisé inévitablement, contre nos luttes, pour le maintien du pouvoir des patrons.

SOMMAIRE

- Sécurité dans le métro le soir des policiers vous raccompagneront chez vous ! -p. 3-
- Lutttes ouvrières -p. 5-
- Où va la CFDT préparation du congrès -p. 6-
- Campagne pour le renforcement de la CGT -p. 7-
- Etudiants en médecine, au service de qui ? -p. 8-
- Il y a 100 ans naissait Jack London -p. 9-
- La vie du journal -p. 10-
- Rapprochement syro-jordanien, une initiative ambiguë -p. 12-

INTERNATIONAL

CHINE: défendre, développer, les acquis de la Révolution Culturelle

La lutte actuelle menée par le peuple chinois a pour point de départ l'attitude à adopter devant les acquis de la Révolution Culturelle : faut-il les «briser» ou les développer ? La question de l'enseignement a été, dans cette lutte, la première cible.

Mais pourquoi revenir sur une lutte déclenchée en 66 ? Parce que la Révolution Culturelle était avant tout une grande révolution politique, qui visait à trancher le problème du pouvoir, de la classe qui exerce et doit exercer la dictature. Révolution politique, la Révolution Culturelle a cependant été amenée à toucher de façon importante le domaine de l'enseignement. Pourquoi ?

QUELLE ÉTAIT LA SIGNIFICATION DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE DANS L'ENSEIGNEMENT ?

La Révolution Culturelle, c'est une immense mobilisation des masses pour



Des étudiants de l'université ouvrière du 21 juillet de l'usine de machines-outils de Changai

critiquer le système d'enseignement. Système essentiellement destiné à faire acquérir des connaissances livresques ; système qui produit, après de longues années d'études, des techniciens incapables de réparer les machines, de remédier à leurs défauts ; des années d'étude pour former des médecins qui ne connaissent que «les cas» et ignorent les besoins du peuple. L'enseignement critiqué

par la Révolution Culturelle, c'est un enseignement coupé de la pratique, perpétué par un appareil de notes, d'exams qui sélectionnent selon la quantité des connaissances acquises.

La Révolution Culturelle, c'est l'irruption des masses dans ce système, c'est la question posée par des milliers de débats souvent houleux : cet appa-

reil, cet enseignement, à quoi sert-il ? Qui sert-il ?

LA QUESTION DU POUVOIR

C'était poser au-delà de la question du contenu et de la forme de cet enseignement, la question du pouvoir : dans l'enseignement, quelle classe a le pouvoir ? La bourgeoisie ou le prolétariat ? Ce système, qui forme-t-il ? Les

continuateurs de la révolution socialiste ou bien une classe d'intellectuels privilégiés, de bourgeois ? Question fondamentale : car la classe qui détient le pouvoir dans l'enseignement a la haute main sur les idées de ceux qu'il forme, c'est-à-dire les jeunes d'aujourd'hui, ceux qui, demain édifieront la société. Conception bourgeoise de l'enseignement ou conception prolétarienne, le choix détermine, à plus ou moins brève échéance, quelle voie suivra le pays : la voie socialiste ou la voie capitaliste.

LES ACQUIS DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE

La transformation radicale de l'enseignement par la Révolution Culturelle l'a prouvé : ou bien la bourgeoisie essaie de maintenir l'ancien système d'éducation, ou bien le prolétariat s'en empare pour servir l'édification de la société socialiste. Et il s'agit alors non seulement de changer des méthodes, de favoriser la critique des cours par les élèves, d'envoyer les professeurs faire des stages dans les usines ou à la campagne, mais, fondamentalement, de construire une nouvelle école qui forme des hommes nouveaux. «Partir de la pratique», «mener la lutte de classes», autant de principes issus de la Révolution Culturelle et qui devaient permettre «à la classe ouvrière d'exercer sa direction en tout».

Transformer le système d'enseignement, modifier la conscience des hommes, c'est bien la question de la lutte de classes qui est au centre, qui est «l'axe». Axe qui ne peut

tourner dans le sens du prolétariat, de la révolution que si la lutte des classes est menée consciemment. Car vaincue militairement, politiquement, la bourgeoisie existe encore par toutes sortes de vestiges qui, à tout instant, la font renaître. Ainsi nier que la lutte des classes se poursuit sous le socialisme comme l'ont fait les révisionnistes avec Liou Chao Chi, ou prétendre que certains domaines comme l'art, la culture, sont en dehors de la lutte des classes, c'est refuser de mener cette lutte et donc laisser l'influence de la bourgeoisie gagner du terrain.

DÉVELOPPER LES ACQUIS DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE

La lutte que mène aujourd'hui le peuple chinois en prenant pour «axe, la lutte de classes» est donc une nouvelle phase de la lutte que mène le prolétariat pour conserver et renforcer son pouvoir. Revenir sur les acquis de la Révolution Culturelle, dans le domaine de l'enseignement, c'est, au nom d'une soit disant efficacité technique, remettre en cause le pouvoir acquis par les ouvriers et les paysans sur l'enseignement, c'est par là-même souligner l'importance vitale pour le prolétariat de «prendre la lutte de classes comme axe».

Développer les acquis de la Révolution Culturelle, ce n'est pas lutter pour le passé mais mener à bien cette transformation profonde de la conscience des hommes, choisir de former non des bourgeois, mais des travailleurs communistes.

PRENDRE INDÉFECTIBLEMENT LA LUTTE DE CLASSES COMME AXE. (EXTRAITS)

Ce texte, extrait de *Pékin Information* du 6/2/76, permet de mieux comprendre dans quel contexte s'inscrit la lutte actuelle du Peuple chinois : il définit «l'essence de la lutte actuelle».

«STABILITÉ et unité ne veulent pas dire suppression de la lutte de classes ; la lutte de classes, c'est l'axe qui entraîne tout le reste». Nous devons pénétrer cette récente directive du président Mao.

(...) L'histoire des vingt et quelques années de notre révolution socialiste se confond avec celle de la lutte de classes qui, sous la direction du président Mao, n'a jamais cessé de nous opposer à la bourgeoisie, et qui a vu la société chinoise progresser sous cette impulsion. C'est pourquoi la lutte entre les deux classes et entre les deux voies résume la théorie et la pratique fondamentales de notre parti. A condition que nous nous conformions à la théorie de la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat, théorie énoncée par le président Mao, que nous établissons constamment le bilan de la pratique acquise dans la lutte de classes, et que nous tenions fermement en main l'axe de la lutte de classes, notre cause socialiste ira de victoires en victoires.

Après avoir rappelé les principales étapes de la lutte contre les idées bourgeoises et révisionnistes depuis la Libération, l'article définit : «l'essence de la lutte actuelle».

L'ESSENCE DE LA LUTTE ACTUELLE

Nous nous trouvons dans une excellente situation. Mais la lutte entre les deux classes,

entre les deux voies et entre les deux lignes existent encore. Le courant idéologique erroné récemment apparu dans la société en est le reflet concentré. Il est la négation de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, des nouvelles réalités socialistes et de la révolution du prolétariat dans l'enseignement.

Nos brillantes victoires depuis la Grande Révolution culturelle prolétarienne constituent à l'évidence autant d'échecs cuisants pour la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses. Or, celles-ci, qui ne peuvent s'y résigner, cherchent toutes les occasions pour revenir à la charge, afin de briser les acquis de la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Dès qu'elles font souffler un vent de déviation de droite contre des conclusions désormais bien établies, et qu'elles avancent des inepties révisionnistes - tels que les arguments saugrenus récemment affichés sur le front de l'enseignement - le prolétariat et le peuple révolutionnaire ont raison de riposter. (...)

Le grand débat sur le front de l'éducation doit être engagé sous la direction des comités du Parti aux divers échelons et sans que l'on organise d'équipes de combat».

Dans notre société socialiste, tout phénomène social revêt un contenu de classe donné, toute pensée porte l'empreinte d'une classe donnée. Les diverses contradic-

tions que nous rencontrons dans notre travail sont, sans exception aucune, dépendantes de cette contradiction principale qu'est la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, lutte qui détermine ou conditionne l'existence et l'évolution des autres contradictions. Aucune tâche ne peut exister isolément et indépendamment de la lutte de classes : quelle qu'elle soit, nous devons chaque fois actionner cet axe qu'est la lutte de classes afin qu'il entraîne le reste et le mette en mouvement.

Dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la littérature, de l'art, des sciences et de la santé publique, la principale contradiction demeure l'opposition entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les diverses sortes de travaux en ces domaines doivent toutes tenter de résoudre la question de l'orientation politique. Autrement dit, la question du service ou non de la politique prolétarienne, et de l'exercice ou non en ces domaines d'une dictature sur la bourgeoisie. L'actuel débat sur le front de l'enseignement concerne le système pédagogique, le principe d'enseignement et la méthode d'éducation. Mais la question qu'il recouvre fondamentalement est qu'il faut mener la révolution dans l'enseignement, faire de nos écoles un instrument de la dictature du prolétariat, ou constituer en position où soient formés des travailleurs cultivés ayant une conscience socialiste. En fin de compte, il s'agit de savoir qui, du prolétariat ou de la bourgeoisie, y exerce la dictature. Telle est la substance du débat actuel : pourvu

TCHE-HENG

qu'on l'ait saisie, on peut alors balayer tous les arguments fallacieux.

SUIVRE LA LIGNE FONDAMENTALE ET ETUDIER LA THÉORIE

(...) Prendre la lutte de classes comme axe requiert encore d'étudier attentivement la théorie de la dictature du prolétariat. Nous devons, sur la lancée de l'étude de l'an passé, nous efforcer d'y progresser. Car nous ne pouvons appliquer la ligne fondamentale du Parti en conscience de cause ni judicieusement régler les rapports entre l'«axe» et le reste, ni adopter une attitude adéquate envers la Grande Révolution culturelle prolétarienne, envers les masses et envers nous-mêmes, et nous ne pouvons soutenir les nouvelles choses socialistes - conditions favorables à la restriction du droit bourgeois -, qu'à la condition d'avoir une parfaite et juste compréhension de la théorie de la dictature du prolétariat, de l'existence des classes, des contradictions de classes, de la lutte de classes durant la période du socialisme - ainsi que de la nature, de l'objectif, de la tâche et du devenir de la révolution socialiste, et de l'exercice nécessaire de la dictature sur la bourgeoisie. Nous voulons parvenir à la stabilité et à l'unité. Mais cela ne signifie pas renoncer à la lutte de classes. Car stabilité et unité en sont les conséquences. Conséquences d'un combat convenablement mené en ce sens, sous la direction de la ligne révolutionnaire du président Mao, après qu'ait été définie une juste solution aux deux types de contradictions de nature différente.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE : QUELS CHANGEMENTS ?

«Les écoles sont des usines, et les usines sont aussi des écoles».

«Avant la Révolution Culturelle, à elle seule, la section «coque de bateau» de la Faculté de construction navale comprenait plus d'une trentaine de cours spéciaux. Les professeurs et les étudiants s'enfermaient dans la classe pour «construire un bateau». (...) Jamais ils n'en ont construit un de leurs propres mains. Maintenant les cours spéciaux ont été réduits à 12, ce qui n'a pas empêché l'enseignement de s'améliorer. Ceci grâce à un bon choix des matières d'enseignement, à la mise en relief de ce qui est le plus important et à l'union de la théorie et de la pratique... C'est ainsi que les étudiants, une fois sortis de l'école, peuvent jouer immédiatement un rôle important dans la production.

(Cahiers de la Chine Nouvelle 6/2/76).

«Faire fonctionner l'école «à porte ouverte», c'est la nouvelle voie suivie par les écoles chinoises depuis la révolution dans l'enseignement».

«Les enseignants et élèves ne se renfermant pas dans les classes pour suivre leurs cours, vont périodiquement dans les usines et les communes populaires... Un professeur témoigne : «Avant la Grande Révolution Culturelle, on passait d'une notion à une autre et on se limitait aux idées abstraites. Tandis que les étudiants d'aujourd'hui peuvent acquérir de réelles aptitudes par la voie de la pratique, la connaissance, puis de nouveau la pratique et la connaissance. Ils peuvent contribuer à l'édification du socialisme même durant leur scolarité».

(CCN 4/2/76)

INFORMATIONS GENERALES

TRAINS DE BANLIEUE : «OPÉRATION SÉCURITÉ

"LES FLICS A TOUS LES COINS DE RUE, C'EST DANGEREUX"

«Je vous raccompagne chez vous ?» Voilà ce que les banlieusards du «92» vont s'entendre dire par les flics. C'est la préfecture des Hauts de Seine qui l'a décidé : au dernier train des lignes de banlieue un inspecteur en civil par wagon, des cordons de gendarmes aux sorties de stations, et des cars de police chargés de nous suivre chez nous. Non merci, sans façon ! Pour justifier cette attention, la presse braque les projecteurs sur l'affaire de Troyes et l'agression odieuse dont un Algérien a été victime dans un train de banlieue.

Est-ce vraiment pour la protection des citoyens qu'a été prise cette mesure, qui va dans le même sens que d'autres mesures annoncées (au niveau national cette fois), comme l'autorisation pour les flics de fouiller tous les véhicules ? Ou bien pour renforcer l'appareil de répression et d'intimidation des travailleurs ?

Ce matin, par exemple, il y avait de quoi se sentir dans l'insécurité. Sur Europe 1, entre autres, les journalistes après avoir rappelés tous les détails du drame de Troyes se sont amplement étendus sur le climat de terreur qui régnerait dans le métro, pour finalement annoncer que la préfecture des Hauts-de-Seine avait décidé de mettre au dernier train un inspecteur en civil par wagon, des cordons de gendarmes aux sorties de stations, et enfin des cars de police qui se chargeraient de nous suivre jusque chez nous !

LE MÉTRO ET LES TRAINS DE BANLIEUE : UN LIEU DE TERREUR ?

Nous avons interrogé ceux qui travaillent dans les transports. Un contrôleur vérifie des billets à la sortie d'un quai. «Ah, oui c'est la terreur dans les trains... Ce n'est pas une mauvaise chose qu'il y ait des policiers... les délinquants se calmeront...» Je lui demande s'il a été témoin d'agressions : «Moi,

non, mais je lis les journaux !» Un de ses collègues s'approche et s'adressant à lui : «Arrête de raconter des histoires», puis se tournant vers moi : «Vous êtes journaliste ? Et pour quel journal ? Le Quotidien du Peuple ? ce n'est pas un canard comme France-Soir, alors je vais vous donner mon avis. D'abord, j'ai 30 ans de métier, avant j'étais roulant. Hé bien ! tard le soir, j'ai toujours vu des gars ivres qui couraient après les filles, et des clochards avec ; des portefeuilles volés, il y en a eu depuis que le train existe et des crimes aussi, il faut le dire. Et moi, on commence à me casser les oreilles avec les jeunes par-ci, les jeunes par-là. J'ai un gars de 24 ans, quand il est rentré du service, il n'avait pas de boulot, et bien si je ne l'avais pas fait rentrer dans la RATP, qu'est-ce qu'il aurait fait ? Les premiers à virer dans l'affaire, c'est la clique qui nous gouverne...»

Il s'arrête, un roulant et deux poinçonneurs nous ont rejoints. Nous parlons

des mesures de renforcement de la surveillance policière. Tous sont d'accord pour dire que la criminalité n'a pas augmenté autant qu'on le dit et qu'en tout cas : «les flics à tous les coins de rue, ce n'est pas normal et c'est dangereux». Le premier contrôleur avec qui j'ai parlé, revient un peu sur ce qu'il a dit : «bien qu'on ne puisse pas nier que des rondes fréquentes feront de l'effet, il faut reconnaître que c'est toujours dans des périodes de misère, de chômage, que la délinquance se développe».

Un roulant intervient : «Et puis, on ne peut pas comparer un monstre, comme celui de Troyes et les gars qui a bu parce qu'il n'est pas heureux». «La société est détraquée et si les gars le sont, c'est de la faute au gouvernement, c'est tout», dit un autre ; puis baissant le ton, il ajoute : «Et puis, on les met dans les rues un peu partout pour soi-disant la sécurité publique mais,

qui te dit qu'à la moindre grève, ils ne vont pas nous sauter dessus».

Ils ont entièrement raison sur ce point tout comme lorsqu'ils se mettent en colère à propos de ce que racontait la radio, le matin. Ils n'échappent pas totalement à la propagande, mais qu'on ne leur dise pas que la terreur augmente dans le métro. A la RATP, les chiffres d'agressions ont nettement baissé depuis quelques mois. Quant aux mesures prises par la préfecture des Hauts-de-Seine, elles ne datent pas d'aujourd'hui, mais comme on le reconnaît, surplace, «elles datent de la politique anti-banditisme mise en place avec Poniowski». C'est peut-être ce contrôleur qui en regagnant son train a l'idée la plus intéressante : «Moi je sais ce qu'il faudrait faire à propos des gars qui partent à la dérive. Tout d'abord, qu'il n'y ait plus de chômage et que les gens soient heureux».

Claude VILLARD



Fourcade et la lutte anti-inflation

TRAIN DE HAUSSES POUR MARS

Au 1^{er} mars, le prix du gaz augmentera de 7,5 à 10% et, l'électricité de 15%

Telle a été la décision prise par le Comité National des prix sur proposition du Ministère des Finances. Ces augmentations interviennent après celles de décembre (+ 10,8% pour le fuel domestique, 7 centimes de plus le litre d'essence) et de janvier (hausse des tarifs SNCF de 8% et hausse des loyers de 7% environ).

Ces hausses, plus particulièrement celles du gaz et de l'électricité portent un nouveau coup au pouvoir d'achat des travailleurs. Il est impossible pour les ménages ouvriers de rogner sur les consommations de gaz et d'électricité qui sont indispensables à la vie de tous les jours.

Cette fois, il sera difficile au gouvernement de rendre responsables de la hausse du gaz et de l'électricité les pays

producteurs de pétrole (le prix de la tonne de pétrole brut a baissé de 9% de septembre 74 à septembre 75).

Ces augmentations, sont pour le gouvernement un moyen de maintenir des tarifs très bas aux entreprises en faisant supporter le déficit ainsi engendré à la masse des travailleurs ; c'est un moyen de récupérer les hausses de salaire que la bourgeoisie a dû concéder aux travailleurs ; c'est, enfin un moyen pour elle de faire financer par les travailleurs le programme nucléaire français, qui a pour double but de rendre l'industrie française indépendante des pays producteurs de pétrole et plus compétitive par rapport à celles des autres pays capitalistes.

Fourcade accuse les travailleurs qui revendiquent pour des augmentations de salaire d'être responsables de l'inflation, alors que c'est le gouvernement lui-même qui augmente les prix !

SONDAGE FIGARO-SOFRES :

La cote de Marchais en hausse LE DENIER DE JUDAS

Le sondage mensuel «Figaro-Sofres», accorde pour le mois de février une nette progression à la cote du PCF et de Marchais. Pour le PCF, les opinions favorables passent de 31% à 35% et les opinions défavorables diminuent de 52% à 46% ; pour Marchais, les avis favorables sont en nette augmentation : 28% au lieu de 23% en janvier.

L'explication donnée par le Figaro à cette remontée de Marchais et du parti révisionniste, c'est bien sûr l'abandon de la référence verbale à la dictature du prolétariat et du poing levé. La bourgeoisie apprécie ces gages, c'est certain, dépouillé des attributs qui pouvaient encore rappeler son passé de parti révolutionnaire, le PCF fait moins peur à l'électorat réactionnaire. Sa cote est en hausse auprès des couches moyennes, auprès de ceux qui votaient PS mais qui n'osaient pas reporter leur voix sur le candidat du P.C. quand celui-ci était au second tour le candidat unique de la «gauche». Un aspect important de ce sondage c'est qu'il mesure l'impact des personnalités politiques, dans l'opinion, plus que l'appréciation portée sur ces personnalités. Le choix offert à la personne sondée se limite à quinze politiciens sur lesquels on lui demande

de se prononcer. Le système actuel, étant supposé dans ce sondage, donné une fois pour toutes le choix est donc loin d'être libre. La remontée de Marchais, ou la cote de Chirac ne signifie pas qu'un pourcentage important de la population est satisfaite de ces personnages, mais que tel pourcentage s'accorde à dire qu'ils jouent un rôle important. Le gain de 5 points de Marchais, survenant après le 22ème congrès pendant lequel il a tenu la vedette dans les journaux comme à la télévision et à la radio, donne une mesure de l'impact de cette opération publicitaire.

Marchais est donc en passe de devenir une grande vedette de la politique française, même s'il n'a pas encore rejoint Mitterrand, Chirac et compagnie aux sommets, ce n'est pas cela qui lui permettra d'obtenir la confiance des travailleurs.

En bref

Qui doit payer ? Le propriétaire ou le locataire ?

C'est le problème qui se pose depuis des années aux 7 millions de locataires chaque fois qu'il y a des réparations à faire. La loi disait : «Le locataire doit prendre à sa charge l'entretien courant et les menues réparations». C'était bien vague ! Mais cela va changer... ! Grâce à un accord signé par les principales organisations de locataires et de propriétaires qui donnent la liste de «qui fait quoi».

Mis à part le fait que le

locataire ne peut être déclaré responsable des défauts dus à un vice de construction, de conception, à la vétusté, à la mauvaise qualité des équipements, le locataire paie... tout le reste ! Le seul changement pour le locataire, c'est qu'il y a maintenant une loi pour le faire payer ! Plus question d'exiger des propriétaires le paiement des travaux d'entretien, voilà qui va les satisfaire !

La gratuité de l'enseignement vue par Haby

Mr Haby a présenté au conseil des ministres du 18 février son plan d'aide sociale aux familles et de gratuité de l'enseignement.

«Quelle est le coût d'une rentrée scolaire selon Mr Haby ? 60 F pour un élève de l'école primaire, 200 F en 6^e, 350 F en terminale... pour le coût des manuels. Pour Mr Haby, la rentrée scolaire se réduit à l'achat de manuels. Et les cahiers, les vêtements de sport, le matériel pour la technologie, l'atelier...superflus ! Les familles ouvrières qui doivent certaines fois dépenser jusqu'à 650 F ou

700 F apprécieront.

D'autre part Mr Haby laisse entendre que les familles n'achètent jamais de manuels neufs, et pour cause ! Donc, il faut réduire d'un tiers les chiffres qu'il donne, dit-il, et puisque les familles font un bénéfice sur l'argent des bourses qui est supposé couvrir le prix moyen d'une rentrée pas question de les augmenter !

Pas question non plus de réviser le système général des bourses pour qu'un plus grand nombre d'enfants de travailleurs en bénéficient !

Répression contre les étudiants de Toulouse

A la suite de la séquestration de Mr Chalin, recteur de l'académie de Toulouse, par les étudiants de l'Université du Mirail, pour protester contre la réforme du second cycle, un certain nombre

d'étudiants sont interrogés par la police. Une pétition les soutenant circule dans les différentes universités de Toulouse qui sont en grève depuis 3 semaines.

Tours : agressions fascistes contre les étudiants en grève

Les étudiants de la faculté des lettres de Tours sont en grève depuis deux semaines contre la réforme Soisson, et pour l'amélioration des conditions de vie du personnel de l'université.

Un commando d'une dizaine de fascistes, casqués, armés de boucliers, de fléaux japonais et de barres de fer ont fait irruption dans une réunion étudiante et ont sauvagement frappé les militants présents, l'un d'eux gravement blessé au visage et au crâne a dû être hospitalisé. La police qui était présente a laissé faire les fascistes.

Les fascistes ont également tiré au revolver sur une autre réunion d'étudiants. Il n'y a eu aucun blessé, mais la colère monte à Tours.

ENQUETE

SALARIES AGRICOLES UNE DURE EXPLOITATION ENCHAINES AU TRAVAIL

Plusieurs ouvriers agricoles de Vienne et de Charente se sont rencontrés. Cette page ne livre qu'une toute petite part de leur réflexion, de leurs questions, de problèmes auxquels ils sont quotidiennement affrontés. Elle veut être l'amorce d'un échange plus large...

Francois est employé sur une propriété de 40 hectares. Il a la charge d'un troupeau de 200 brebis. Il travaille, en moyenne, 10 heures par jour. Il n'a pas de congés. Un jour de repos par semaine, mais ce jour-là, il doit s'occuper du troupeau. Gérard est sur une propriété plus grande : 100 hec-

tares, 600 brebis. Il travaille le lui aussi, en moyenne, 10 heures par jour. A la période de l'agnelage, il fait des journées de 15 heures et plus. Didier n'a jamais fini son travail avant 21 heures. Il travaille tous les jours, même le dimanche matin. Gustave, domestique depuis 20 ans, ne sait pas s'il est déclaré à la Mutualité Sociale...

Des vies pratiquement toutes mangées par le travail. Que leur reste-t-il à côté ? Ceux qui sont célibataires sont en général logés sur la ferme - les statistiques officielles indiquent que c'est parmi les salariés agricoles que l'on trouve, et de loin, la plus forte proportion d'hommes entre 40 et 49 ans non mariés : 35 % ! Logés dans une pièce, le plus souvent sans aucune commodité, dépendants de la famille de l'employeur qui les sollicite continuellement, ils sont sur place pour accomplir toutes les tâches et besognes que les autres ne veulent pas faire, du bricolage jusqu'au nettoyage des salétés des chiens et des chats. Bons à tout faire, disponibles 24 H sur 24.

Les couples qui ont un logement de fonction sont pris dans un semblable engrenage. Logés dans les «dépendances», ils ne sont pas rares ceux qui n'ont qu'un point d'eau extérieur à leur disposition, donc ni salle d'eau, ni W.C. Continuellement sous la surveillance du patron ou de la patronne qui s'immiscent dans leur vie privée, contrôlent leurs allées et venues, leurs fréquentations quand ce n'est pas leur courrier. Cas limite mais significatif : un employeur convainc les

autorités que le ménage qu'il emploie est incapable d'élever ses enfants. Ceux-ci sont mis en nourrice. Du coup la mère peut consacrer au travail de la ferme le temps qu'elle accordait à ses enfants. «Cherche ménage» disent souvent les annonces et les offres d'emploi... Quasi généralement, la femme n'est pas déclarée. Dans les régions d'élevage, elle n'est souvent même pas payée. Traditionnellement, elle n'est que le complément du mari : faite pour l'aider, sa force de travail n'est qu'un appoint normal qui ne saurait être prise séparément en compte.

L'idéal, disent les salariés agricoles, c'est d'avoir un logement à l'extérieur, totalement indépendant de celui du patron. Dans ce cas, quand on rentre chez soi, le travail est réellement terminé. Les horaires sont moins élastiques et la qualité de la vie de famille y gagne. Mais c'est très difficile à obtenir, surtout dans les régions d'élevage.

Liés à la terre, au troupeau, au bon vouloir du patron, les salariés agricoles luttent pour s'arracher à cet enchaînement. Il leur faut renverser les habitudes séculaires et affronter les «normes» modernes fondées sur le rendement et la recherche du profit. Un dur combat...



L'EXPLOITATION S'ACCROIT

De 1968 à 1974, le nombre de salariés agricoles a baissé de 33 %. Cela tient en grande part à la concentration et à la mécanisation introduites dans l'agriculture par le capitalisme. Mais l'impact de l'emprise capitaliste sur le salariat agricole n'est pas seulement affaire d'effectifs. Il tend à modifier profondément les conditions de vie des ouvriers de la terre.

sur la semaine des quarante heures et avec les «aménagements» signalés dans un encart de cette page. L'assurance accident pour les salariés agricoles n'est obligatoire que depuis juillet 1973. Les cotisations patronales à la Mutualité Sociale sont beaucoup moins élevées que les cotisations patronales dans l'industrie... L'agriculture est régie, non par le code

LE TEMPS DU PATRON ET LE TEMPS DU SALARIÉ

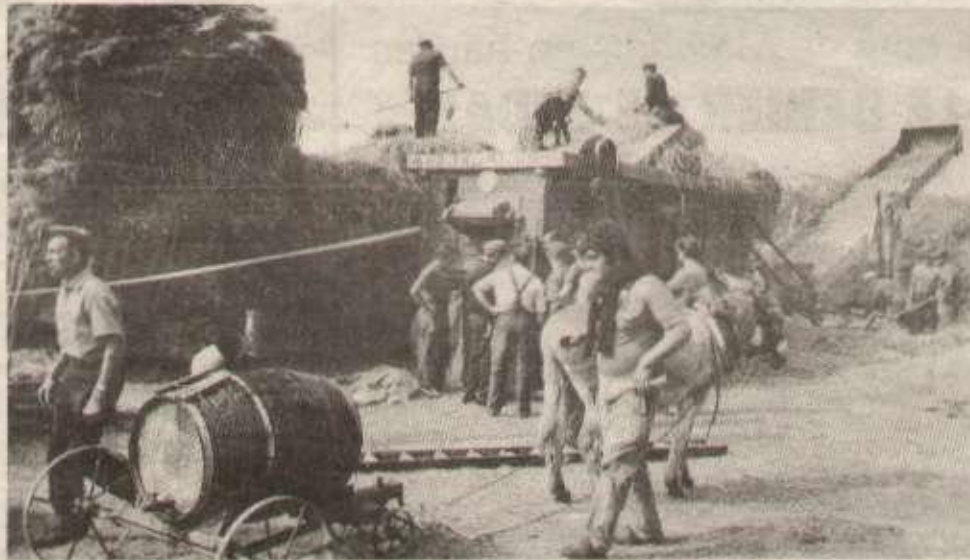
Pour la législation bourgeoise, une heure d'un salarié agricole n'équivaut pas à une heure pour son patron. Le décret n° 75-416, du 26 mai 1975, portant application de l'article 992 du code rural relatif à la semaine de 40 heures en agriculture, stipule à l'article 4 que :

- Pour le personnel de gardiennage de locaux ou d'installations : 56 H équivalent à 40 H de travail effectif.
- Pour le personnel de surveillance des appareils à fonctionnement continu : 50 H égalent 40 H.
- Pour les préposés des services d'incendie : 48 H égalent 40 H.
- Pour le personnel de l'élevage : 1 H 15 du temps consacré à la surveillance des animaux est comptée pour 1 heure de travail effectif.
- Pour le personnel présent sur les marchés et non occupé : 1 H 30 de présence correspond à 1 H de travail effectif.

Ainsi, le salarié qui a passé 6 heures de sa vie - 6 heures bien réelles - au cul des veaux de son patron sur un champ de foire n'a, pour ce patron, travaillé que 4 heures ! Deux heures de vie gommées, niées par la pendule officielle qui est celle du profit.

LE PATRON S'APPROPRIE JUSQU'À LA QUALITE DE NOTRE TRAVAIL

Militaires ou commerçants, fonctionnaires ou rentiers, certains patrons (et ils ne sont pas si rares !) ne connaissent rien en agriculture. Alors c'est leur salarié qui mène vraiment l'exploitation. C'est le salarié qui décide du traitement de la vigne, des quantités et de la qualité des engrais, des prairies à refaire, etc... etc... Ceci pour un salaire souvent inférieur au SMIC ! Dans le Confolentais, un salarié, ainsi responsable d'une exploitation, fait, sur son maigre salaire, l'avance d'argent pour l'achat des compléments de nourriture pour les animaux...



Les patrons, quels qu'ils soient, ont intérêt à avoir des salariés compétents. La compétence fonctionne donc comme une carotte après laquelle on fait courir le salarié. Des grilles de coefficients sont mises en place. Chaque coefficient correspond à une qualification professionnelle (de 100 : manoeuvre débutant à 150 : ouvrier hautement qualifié). Cependant, la formulation de l'attribution des coefficients intermédiaires est si complexe et obscure que beaucoup de salariés n'arrivent pas à s'y retrouver. Autant de gagné pour le patron qui exigera le maximum de compétence et payera le coefficient minimum. Ainsi, dans le département de la

Vienne, la CFDT, en novembre 75, a été amenée à demander la création d'un échelon intermédiaire entre le coefficient 100 et le coefficient 115. Ceci non par volonté de multiplier les échelons mais parce que le coefficient 100 correspond au SMIC et que de nombreux ouvriers agricoles, près de la retraite, après des dizaines d'années de travail, restaient à ce coefficient 100, alors même que la convention collective prévoit que seuls les manoeuvres débutants seront payés au SMIC...

Le «manque de compé-

tence» fonctionne comme un alibi de premier ordre. Pour les licenciements : «licencié pour cause d'incompétence» mais aussi au niveau de la vie courante. Au salarié qui est seul sur une exploitation, il arrive que le patron refuse une part des moyens (outils ou engrais) nécessaires et, si les résultats ne sont pas bons, c'est la qualité du travail de l'ouvrier qui sera mise en cause. Souvent les fermes ne sont pas correctement équipées ; le matériel est inadapté, les engrais insuffisants ; les rendements s'en ressentent et cela retombe presque toujours sur le dos du salarié : «manque

de courage ou incompétence»...

«Mais, dit un ouvrier, le salarié n'a jamais le droit d'être plus compétent que son patron. Je connais bien la propriété où je travaille. Le terrain, je sais dans quel sens il faut le labourer : mais si la patronne décide de faire le contraire, je n'ai rien à dire. Sinon...»

La situation est différente pour ceux qui travaillent en équipe sur de grandes exploitations. Les responsabilités y sont moins floues et les rapports avec le patron d'un autre ordre.

Coefficients et salaires

Branche polyculture élevage de la Vienne

Coefficient 100 : 7,89 de l'heure (SMIC)

..... 115 : 8,13.....
..... 120 : 8,30.....
..... 125 : 8,47.....
..... 130 : 8,65.....
..... 140 : 8,98.....
..... 150 : 9,30.....

Taux fixés en juillet 75 et inchangés en fin janvier 76.

D'abord par une intensification du travail et un accroissement de son caractère pénible. En plus des difficultés traditionnelles (intempéries) sont venus s'ajouter la fatigue, les accidents et les maladies dus à la mécanisation (tracteurs qui se retournent, outils mal protégés, sièges de tracteurs mal adaptés qui détériorent la colonne vertébrale, etc, etc), dus aussi à l'emploi de produits de traitement de plus en plus toxiques. La législation bourgeoise a ainsi été amenée à créer une catégorie spéciale de salariés : les C.P.R. (ouvriers à Capacité Professionnelle Réduite). Ces ouvriers continuent à travailler mais leurs salaires sont diminués en proportion de la «réduction» de leurs capacités. On imagine aisément le nombre d'abus qu'une telle disposition peut couvrir ! André a 30 ans. Classé C.P.R. pour mauvaise vue, il travaille comme les autres mais touche un salaire inférieur de 30 %. En Charente 5 à 6 % des salariés agricoles sont C.P.R.

Le patronat agricole jouit de faveurs particulières quant à la législation «sociale». Ce n'est que le 1^{er} juillet 1975 qu'est entrée en vigueur la loi

du travail, mais par le code rural. Ce qui fait que toutes les «mesures sociales» doivent être renégociées.

L'attitude de la FNSEA illustre dans quel esprit sont menées ces re-négociations par le patronat agricole. Ainsi une circulaire de la FNSEA attire l'attention des employeurs «sur le fait que l'harmonisation des conventions collectives avec la nouvelle législation constitue une occasion unique pour «faire la toilette» des conventions existantes...». La marche à suivre est indiquée pour le cas où les «partenaires» seraient trop coriaces : «Si les employeurs ne peuvent obtenir satisfaction sur leurs positions, les attitudes suivantes doivent être observées :

- 1) refuser de signer tout avenant d'harmonisation de la convention collective avec la nouvelle loi sur la durée du travail.
- 2) refuser de signer tout accord de salaire.
- 3) menacer de dénoncer la convention collective en rapportant aux partenaires sociaux les conséquences d'une telle dénonciation.
- 4) dénoncer la convention collective.

A la campagne comme à l'usine, un patron est toujours un patron...

LUTTES OUVRIERES

Rehault

CONTRE L'ASPHYXIE DU PAYS FOUGERAIS

Le drapeau breton et le drapeau rouge flottent sur l'usine Rehault, boulevard Thiers à Fougères. Partout sur les murs, des inscriptions : «*Usine occupée contre 600 licenciements*». Sur la façade, un énorme poing tendu avec dessus : «*Réhault, ce n'est pas fini*». Les capitalistes de la chaussure ont résolu de liquider ce secteur à Fougères. C'est d'un plan de grande ampleur qu'il s'agit, visant à faire du pays fougérais une région touristique, «*Où il fait bon vivre*» comme dit Cointat, député maire UDR de Fougères. Pour qui ? Il ne le dit pas. C'est contre ce plan que les travailleurs de chez Rehault ont engagé la lutte, ils veulent un emploi pour tous au pays. C'est une des luttes contre le chômage dans le contexte spécifique à la Bretagne, contre «*la réserve de main d'œuvre*» que veut faire la bourgeoisie.

En 1954, la petite entreprise du père Rehault sombrait. Un accord passé entre les frères Rehault et la CFTC permit un démarrage foudroyant. Des techniques nouvelles pour l'époque firent «*décoller*» l'usine qui atteint bientôt une production importante jusqu'en 69. A cette époque, 1 190 personnes étaient employées et produisaient 1 200 000 paires de chaussures par an. Mais il fallait «*rentabiliser*» face à la concurrence. A partir de 69, un processus d'automatisation s'engage entraînant bien sûr, l'augmentation des cadences et la suppression d'emplois. En 74, on arrive à un effectif de 600 personnes environ, qui sont en mesure de produire toujours... un million 200 000 paires de chaussures par an.

Aujourd'hui, c'est la liquidation pure et simple. On n'a pas réussi à «*rentabiliser*» suffisamment l'entreprise et on fait plus de profit en achetant des chaussures à l'étranger pour les revendre en France. Dépôt de bilan pur et simple ! 600 travailleurs sans boulot dans une région où le taux de chômage est extrêmement élevé.

«*C'est fait vingt ans que je travaille là-dedans, dit un ouvrier, vingt ans qu'ils s'enrichissent avec mon travail et aujourd'hui, on me met dehors sans s'occuper de savoir ce que je vais devenir.*»

UNE OCCUPATION ACTIVE

On ne leur a guère laissé de choix aux travailleurs de chez Rehault. C'est : quitter la région ou se battre pour leur emploi. Ils ont choisi la lutte, l'occupation active. Un délégué explique : «*Nous n'en sommes qu'au début, il y a des tas d'idées. Nous envisageons par exemple de faire un film sur la lutte qui servira pour faire des meetings de popularisation*». Des idées, il n'en manque pas, en effet : l'organisation des tours de garde, l'aménagement des grandes salles pour les assemblées générales et pour l'animation culturelle, les contacts pris avec les autres boîtes en lutte comme Caron-Ozanne, la mise sur pied de crèches, les contacts avec les paysans travailleurs.

FACE À LA MENACE POLICIÈRE

Un problème important se pose : la menace d'une intervention policière. Depuis quelques jours, d'importants renforts de police sont arrivés dans la ville. La presse bourgeoise a parlé d'un plan de redémarrage avec 230 personnes, plan qui nécessiterait évidemment l'évacuation de l'usine, là-dessus la réponse est unanime : «*Nous sommes 600 et pas 230, c'est tout le monde ou bien personne qui travaillera*». Et sur une éven-

tuelle intervention des flics : «*Nous ne nous laisserons pas faire. Des copains sont en train d'étudier la question. Nous défendrons notre outil de travail ! Même s'ils parvenaient à nous expulser, on en resterait pas là*». C'est dans cette optique que depuis des mois déjà les sections syndicales CFDT et CGT ont développé une large campagne d'information et c'est pourquoi aujourd'hui, elles veulent faire de Rehault le centre de la lutte à Fougères, centre autour duquel doit se faire l'unité de lutte large avec les autres boîtes de la chaussure qui sont touchées aussi par les licenciements et plus largement avec tous les travailleurs de Fougères.

UNE ORGANISATION DEMOCRATIQUE DE LA GRÈVE

Depuis le début de l'occupation, les travailleurs se sont répartis en groupe pour permettre de meilleures discussions, une participation effective de tous. Pour l'instant, les assemblées générales régulières ont lieu tous les deux jours. A la prochaine, on va mettre en place un «*comité de coordination*»

composé de deux délégués de chaque section syndicale et d'un responsable de chaque groupe élu par ses camarades. Ce sera en quelque sorte l'exécutif, le noyau dirigeant de la lutte. Un délégué dit : «*L'objectif, c'est d'obtenir une participation active de tous les travailleurs à la direction des affaires, c'est cela une réelle démocratie*».

LES PERSPECTIVES D'ACTION

- Les axes de travail à l'heure actuelle sont :
 - élargir la lutte à l'ensemble des travailleurs de la chaussure.
 - organiser une large campagne de popularisation
 - prendre en main l'animation intérieure de l'occupation par des débats, des films, des activités culturelles
 - engager des actions en direction des Assedic pour obtenir les 90 % pour tous pendant un an.
- Les travailleurs de chez Rehault savent qu'ils partent pour une lutte de longue durée. «*Nous prendrons les moyens. D'autres l'ont déjà fait avant nous. Nous nous servons des acquis de leur lutte pour éclairer notre situation spécifique*».



Cepem Thermor (Orléans)

OUI POUR CONTINUER LA GRÈVE !

Il y avait toujours autant de monde à l'assemblée générale hier matin, devant les portes de l'usine. En grève, depuis mardi dernier, les travailleurs de la Cepem (fabrique de cuisinières, ventilateurs, aérateurs, etc... 2000 personnes) exigent l'embauche définitive par la suppression des contrats à durée limitée, 150F pour tous, diminution des cadences et le 13^e mois. Un des responsables de la CFDT prend la parole :

«*Il faut savoir que notre lutte sera longue, dure. Nous n'avons pas devant nous uniquement le PDG, (Duhamel) mais surtout la CGE, ce trust, cet empire du fric. La seule manière pour nous de gagner, c'est de tenir, de développer le comité de soutien que nous avons mis en place et de renforcer les piquets de grève !*»

Sur la voie ferrée qui passe près de l'usine, un train de marchandise vient de stopper, le conducteur fait siffler sa machine et salue les grévistes. Tout au long de l'AG, des cheminots salueront la grève, développant ainsi l'enthousiasme et la détermination des grévistes. La prise de

parole continue : «*enous vous appelons donc comme hier à voter à l'unanimité la poursuite de l'action*».

Toutes les mains se lèvent, la grève est reconduite.

UN SUCCÈS, PRÈS DE 1740 F COLLECTÉS

Ce succès montre qu'il est important de constituer de nouvelles équipes, de mobiliser plus largement les travailleurs pour qu'ils participent au comité de soutien. Le compte-rendu des collectes devant l'AG, par son caractère vivant, permet cette mobilisation.

La liste des communiqués de soutien ne cesse de s'allonger. Un délégué CGT en

lira quelques uns. La présence d'une délégation de l'usine Unelec (qui fait partie aussi de la CGE) montre à quel point la grève de la Cepem devient un pôle d'intérêt pour tous les travailleurs d'Orléans.

CONTRE LE BLOCUS DE LA PRESSE

«*La République du Centre*», journal local le plus lu n'a toujours pas daigné envoyer un de ses journalistes et coupe systématiquement les communiqués de l'inter-syndicale. Pour faire connaître la lutte, l'assemblée a décidé de convoquer une conférence de presse lundi, à l'heure de l'AG, à laquelle participera l'ensemble des grévistes. Mais ce n'est pas suffisant : «*Il faut savoir que la direction de ce journal vit grâce à nous, parce que nous l'achetons. Nous avons donc des comptes à lui demander, il faut que certains écrivent,*

se rendent même sur place en groupe pour exiger que l'on parle comme il faut de notre lutte !» dira un délégué CFDT.

DU TAC AU TAC

Sous couvert de régler un dossier, une secrétaire de direction a été convoquée. Son chef qui l'a reçue avec une délicatesse et une gentillesse dont il n'avait jamais fait preuve auparavant, lui a bien sûr demandé de cesser la grève, de reprendre le travail. La réaction de cette employée fut immédiate. D'une part, sa réponse fut claire à l'encontre de ce chef, mais d'autre part, elle avertit toutes ses camarades à l'AG de la manœuvre de la direction pour que tout le monde puisse lui faire échec. Répondre du tac au tac à l'offensive patronale, c'est aussi une des garanties de la victoire.

José GARCIA

En bref

Solidarité et luttes à Usinor

On sait depuis longtemps que les patrons d'Usinor prévoient la suppression de 1 700 emplois à Trith-St-Leger (Valenciennes). Maintenant, c'est des licenciements également à Denain. Les haut-fourneaux de Denain envisagent de refuser d'acheminer la fonte liquide de Denain à Trith, en solidarité avec leurs camarades. A l'usine de Mardick, près de Dunkerque, ont lieu différents mouvements de grève : après Solmer, la lutte s'amplifie dans la Sidérurgie !

LES A.P.O. (Boulogne/s/Mer) la direction refuse les revendications !

Les sections syndicales CGT et CFDT des Acieries Paris-Outreau ont déposé un cahier de revendications, et engagé l'action sur :

- o le retour aux 40 H sans perte de salaire (payées : 48),
- o la retraite à 60 ans, et 55 pour les travailleurs occupants des emplois particulièrement pénibles,
- o la revalorisation des salaires,
- o contre les licenciements,
- o contre les horaires diversifiés, faits pour diviser les travailleurs.

 La direction, pour le moment, refuse tout en bloc. Pour les ouvriers des A.P.O., en majorité immigrés, les menaces de licenciement sont particulièrement graves, car ils risqueraient alors des expulsions.

Chambéry : arrêts de travail au verre textile

Depuis plusieurs jours, des arrêts de travail ont lieu au Verre Textile (St Gobain) qui était récemment touché par de sévères réductions d'horaires. Ces débrayages touchent deux ateliers de fabrication fibrage Silionne A et Bissy.

A Silionne Bissy, les travailleurs refusent la détérioration de leurs conditions de travail, à la suite de l'introduction d'un matériel plus important. Ils exigent diverses primes, et un changement de classification. A l'usine A, ils débrayent contre le manque de personnel, et la mise en place de machines 800 trous, plus difficiles à conduire. Ils refusent que leur santé soit sacrifiée aux profits de Saint Gobain. Corr. Chambéry

Dim (Autun) lutte pour les salaires

Depuis le 9 février, les 200 employés de l'une des deux usines Dim (collants) d'Autun, sont en grève, à l'appel de la CGT, pour une augmentation de salaire de 10 %. A la porte de l'usine, une petite pancarte : «*La grève continue*» et c'est tout. Les ouvrières ont l'air déçu que la deuxième usine ne soit pas en lutte. Depuis le 10, insensiblement, certaines reprennent le boulot, car ce qui est en cause, ce qui limite la mobilisation, c'est cette revendication au pourcentage. Corrépondant AUTUN

POUR LA VICTOIRE DES GREVISTES DES FOYERS SONACOTRA EN LUTTE !
POUR LA SATISFACTION TOTALE DES REVENDICATIONS !

Soyons nombreux au MEETING de soutien aux foyers en lutte

Samedi 21 février à 14 h. Paris salle de la Mutualité



QUESTIONS SYNDICALES

OU VA LA CFDT ? -3-

"LA GAUCHE N'EST PAS CREDIBLE"

Tandis que les dirigeants confédéraux de la CFDT, E. Maire et M. Rolant en tête, s'évertuent, dans des conditions de démocratie-marathon douteuses, à maintenir la préparation du Congrès à un niveau de grande généralité autour de leur Autogestion (voir Quotidien du Peuple des 13 et 19 février 76), les syndiqués restent sur leur faim : les camarades - ils sont nombreux - qui mènent la lutte de classes dans leur syndicat CFDT contre la crise, la répression (à Saviem, sur les Chantiers du Bâtiment, chez Michelin...) ne se retrouvent pas dans l'Avant-projet de Résolution Générale ! La question des rapports au sein de la Gauche, la nature de cette «Union des Forces Populaires», vantée par les dirigeants confédéraux : autant de problèmes par contre sur lesquels les travailleurs adhérents à la CFDT s'interrogent et interpellent l'actuelle majorité confédérale...

LA VOIE DE LA LUTTE

Depuis le 36^e Congrès, la CFDT a été traversée par une sévère lutte de lignes qui, sur le terrain, a posé le problème d'un divorce croissant entre ouvriers combattifs syndiqués ou délégués, responsables syndicaux de la CFDT d'une part, et options confédérales de l'autre : particulièrement depuis LIP, condamné au Conseil Métallurgie de septembre 73 par l'un des candidats au prochain Bureau National (Albert Mercier) et dont l'accord CGT-CFDT constituait une remise en cause flagrante, deux voies s'affirment contradictoirement dans la confédération.

• Dans la grève des Postes de 74 comme à Air France en 75 ; aux Assurances du Groupe de Paris comme à la Thomson, ou chez Michelin, pour les salaires, les conditions de travail, comme dans

te du Programme Commun (même si les sociaux-démocrates qui dominent la CFDT le voient plutôt saupoudré d'«autogestion» !)...

UN SILENCE EMBARRASSÉ

Un bilan précis des luttes depuis 73 et du rôle de la majorité confédérale sortante dans ces actions ne serait guère flatteur !

Alors, pour être tranquille, le B.N.-CFDT a escamoté toutes les discussions possibles dans le cadre de la préparation du Congrès sur la plate-forme nécessaire, sur le bilan et la tactique des luttes dans la période. Déjà, le Conseil National de janvier s'était caractérisé par ses singuliers silences. L'avant-projet de résolution est caractéristique d'une fuite en avant, dans un débat coupé

La CFDT mettra tout en œuvre pour :

- mener partout une action offensive sur ses axes prioritaires en proposant en permanence dans tous les secteurs, des revendications à la fois concrètes et crédibles, permettant de mobiliser, d'unifier l'ensemble des catégories et d'éviter l'action isolée et minoritaire.

- par son action et en consolidant l'unité d'action intersyndicale la CFDT contribuera à enraciner à la base et dans la convergence des actions l'union des forces populaires sur des objectifs revendicatifs et de transformation rendant crédible une alternative socialiste autogestionnaire.

Paris, le 24 janvier 1976

(extrait de la Résolution Générale du Conseil National CFDT)

de nombreuses Unions de Base ou de Secteur pour lutter contre le chômage ou défendre les emprisonnés : dans la CFDT la voie de la lutte, du combat de masse et de classe, s'est affirmée, à maintes reprises !

• Aux travailleurs combattifs, aux syndicalistes révolutionnaires, s'est opposée par contre la majorité de la direction confédérale en place, qui n'a cessé de comploter : de l'opération des Assises «pour le socialisme» montée par le PS pour tenter de se doter d'une «base ouvrière», à la rencontre Séguy-Maire du 9 février dernier, destinée à «améliorer la crédibilité» de l'Union de la Gauche, coûte que coûte, en tentant de canaliser la combativité ouvrière vers l'«issue» réformis-

volontairement de la réalité vécue par les sections : «pas de licenciement», c'est un mot d'ordre oublié ; le SMIC reste dans un flou artistique «à un niveau décent» ; et pour les 40 H ma foi, on verra «selon les branches professionnelles» ! Envoyé le mot d'ordre pourtant massivement repris dans les cortèges CFDT le 2 décembre dernier «les travailleurs ne feront pas les frais de la crise» !

Sur les formes de lutte aujourd'hui, les moyens de construire le rapport de force contre l'austérité, la répression : rien ! Par contre, la direction confédérale, qui s'était déjà auto-proclamée la «force principale» de la Gauche et la «seule crédible» est intarissable sur le «processus autogestionnaire» et ses méandres...

CREDIBLE OU PAS ?

Fluctuant au gré des accrocs faits au «contrat» de l'Union de la gauche par l'une de ses composantes (le plus souvent le P«C»F !) ainsi que des réactions des masses, le Bureau National n'est pas à une contradiction près, ni (pour s'en sortir au mieux devant les syndiqués qui s'interrogent) à une pirouette près !

• En mai 1974, quand Mitterrand semblait avoir le vent en poupe, le B.N. déclarait : «Une alternative de gauche n'est pas seulement nécessaire, elle devient la seule solution crédible. Aussi, l'Union des Forces Populaires apparaît-elle plus urgente que jamais. Elle est une des clés essentielles du succès de l'alternative socialiste».

Et aussitôt des dirigeants en vue de la Centrale s'engageaient dans l'opération de «restructuration de la gauche» autour du PS. (les fameuses «Assises...» de novembre 74).

• Octobre 75, la CFDT tient un Conseil National où le rapporteur, au nom du B.N., exprime une opinion désabusée, inspirée des éclats de la querelle P«C»-PS : «Les travailleurs ne comprennent plus. Ils ont conscience que la querelle n'aborde pas les vrais problèmes, qu'elle passe au dessus de leur tête. Ils ont besoin d'un support politique et ce support manque, de son propre fait. La gauche n'apporte des solutions ni aux préoccupations du moment ni aux questions stratégiques qu'elle n'aborde pas au fond. Alors, elle n'est plus crédible, on ne voit pas d'issue politique !»

Et c'était là, la sanction d'une réalité de masse : l'écoeurement des travailleurs sur la bataille des chiffonniers de la gauche, leur doute croissant sur la validité des propositions issues du sempiternel Programme Commun et une large interrogation, profondément marquée dans les luttes de l'automne tant à Saint Gobain qu'à Sovirel, sur une issue à la crise portée par l'Union de la Gauche !

Au risque de se couper de la réflexion des travailleurs, de jouer l'autruche devant les masses, la direction confédérale pouvait-elle faire autre chose que reconnaître la situation ?

IL FAUDRAIT DONC LES CROIRE SUR PAROLE ?

Mais aujourd'hui que les échéances de congrès se pressent, qu'il s'agit de protéger leur position dans l'ap-

pareil et d'établir - à tout prix - une ligne de conduite social-démocrate (au nom de laquelle des «épurations» s'en suivraient sans doute) la majorité réformiste confédérale se ravise !

Certes, la Résolution Générale issue du Conseil de janvier 76 s'interroge sur «Les graves réticences» des partis de gauche, pour soutenir la CFDT attaquée par le pouvoir et constate que vis-à-vis de la CGT, il va falloir «être unitaire pour deux».

Mais c'est aussi l'occasion de valoriser au-delà de toute réalité le rôle de la confédération, en tant que «force principale» et «seule crédible» à gauche. Au même moment, les déclarations successives de Maire (aux journaux du P.S., l'Unité, et le Nouvel Observateur), puis la Résolution majoritaire du

QUAND LA LUTTE DE CLASSE INTERPELLE LA CFDT...

Les syndiqués, qu'ils soient militants de sections, délégués ou responsables de structures, ont besoin d'autre chose que de croire sur parole Maire, Chérèque et consorts...

La magie du verbe «autogestionnaire» ne suffit plus à souder les rangs de la CFDT et faire oublier les échéances politiques et sociales d'aujourd'hui :

• Pour faire échec à la crise, où est donc votre tactique ?

• Pour que les militants CFDT et leurs organisations prennent toute leur place dans le camp du peuple et participent à l'avancée d'une issue révolutionnaire à la

crise, que vaut votre «Union des Forces Populaires» ?

C'est là dessus que les travailleurs jugeront, c'est sur ces points que de plus en plus vigoureusement deux conceptions s'affrontent dans la Confédération.

A partir d'aujourd'hui, le Quotidien du Peuple, se fera la tribune de cette lutte entre le réformisme et le syndicalisme révolutionnaire ; reflètera l'état des discussions, l'avancée dans la préparation du congrès...

Nos colonnes sont ouvertes à toutes les sections et unions qui voudront y témoigner de la montée de cette opposition qui inquiète la majorité confédérale sortante et l'amène à pratiquer la «chasse aux sorcières» dans la précipitation.

Stéphane RAYNAL



La CFDT suivra-t-elle la voie du programme commun que lui montre Séguy ?

Conseil National estiment que seules des revendications «concrètes et crédibles» (raisonnables, en somme !) «unifiant l'ensemble des catégories» (autrement dit de l'O.S. à l'ingénieur !) peuvent mobiliser.

Ça serait comique si cela ne s'effectuait au détriment du développement de la lutte des classes, au rassemblement des efforts de la classe ouvrière contre la crise : «casser» la construction d'une nouvelle offensive ouvrière et se poser en «avant-garde», voilà bien des ambitions inconciliables !

Alors, par quel prodige les illusionnistes confédéraux comptent-ils nous émerveiller au point de faire oublier que «la gauche» n'est pas crédible ?

Simplement par la permanence du flambeau «autogestionnaire», comme «seule issue positive et durable à la crise du système» (les camarades qui ont examiné hier, avec nous, ce qu'il en est, apprécieront !).

QUAND MAIRE SE RÉJOUIT...

Extrait d'une intervention au Congrès de Grenoble de la Fédération de la Métallurgie CFDT.

Pour la C.F.D.T., les transformations décisives doivent intervenir en même temps dans 3 domaines : la socialisation des grands moyens de production, d'information et d'échanges, le type de développement, les rapports de pouvoir.

Pour qu'une victoire de la gauche, dans notre pays, puisse répondre aux aspirations populaires, il y faut 3 conditions :

1. Il ne peut y avoir de transformations conduisant au socialisme sans une mobilisation consciente des travailleurs menant, avec leurs organisations syndicales, la lutte sociale pour leurs revendications immédiates et pour des objectifs de transformation de la société :

2. Il ne peut y avoir de transformations conduisant au socialisme sans l'existence de partis de gauche puissants et unis, sans l'union des forces politiques socialistes et communistes. (...) L'espoir, né de l'union de la gauche, appelle une consolidation de cette union. Il y va de notre intérêt commun :

3. Il ne peut y avoir de transformations conduisant au socialisme autogestionnaire sans, au plan syndical, une CFDT renforcée, et, au plan politique, une force socialiste puissante, autogestionnaire, liée aux luttes sociales, ayant une implantation ouvrière réelle.

On peut le dire aujourd'hui, ces trois conditions sont en bonne voie de réalisation et la CFDT est fière d'y avoir apporté sa contribution.

IL Y A CENT ANS NAISSAIT JACK LONDON

Pour la plupart d'entre nous, Jack London c'est l'auteur de «Croc-blanc», «Le Fils du Loup», «L'appel de la Forêt», un écrivain de récits d'aventures pour adolescents, «Le Kipling du Froid», comme on disait à son époque.

Cette image, c'est celle que la bourgeoisie a voulu nous donner de lui. L'image d'un auteur à succès,

autodidacte, d'un aventurier. Pourtant la réalité est bien différente, et la réédition d'une grande partie de ses œuvres (éditions 10/18) permet de redécouvrir la véritable dimension de Jack London : celle d'un écrivain issu du peuple, d'un écrivain qui affirmait bien haut ses convictions socialistes.

UN ECRIVAIN MECONNU

UN ECRIVAIN ISSU DU PEUPLE

La misère, J. London la connaît bien. Né en 1876, à San Francisco, dans une famille ouvrière, il travaille dès dix ans comme livreur de journaux, puis dans une fabrique de conserves. Ensuite, il devient marin, participe à la ruée vers l'or dans le Klondyke. A son retour du Grand-Nord, il se met à écrire, et publie en 1900 «Le Fils du Loup». Le succès vient très rapidement. Mais toute sa vie, London gardera le souvenir de ses origines et se passionnera pour la vie du peuple. Dans le recueil «Les Temps Maudits», on trouve une nouvelle intitulée «Le Renégat», qui décrit la vie d'un garçon de 14 ans qui refuse de retourner travailler à l'usine. Dans «La Vallée de la Lune», la première partie du roman décrit la vie de la classe ouvrière à San Francisco, et une grève particulièrement dure.

tation le retour à la petite exploitation campagnarde. D'autre part, London s'attaque à l'idéologie de la bourgeoisie américaine : le «culte de la force» et l'individualisme. Dans «Le bureau des assassinats», il ridiculise les théories nietzschéennes. Mais, coupé de ses racines populaires, sans perspectives révolutionnaires cohérentes, il finira par succomber lui-même à cette idéologie. Ainsi, dans «Martin Eden», roman largement autobiographique, le héros, socialiste convaincu, sombre peu à peu dans l'individualisme et finit par se suicider.

En 1916, au cours d'une croisière dans les îles du Pacifique, J. London imitera son héros. Le succès lui avait fait perdre cet «Amour de la vie», dont il s'était fait le chantre dans ses nouvelles.



Jack London

«Le peuple de l'abîme» (extraits)

C'est une histoire très courte que celle de Dan Cullen, mais il faut la lire entre les lignes. Il était né dans une famille pauvre d'une grande ville, dans un pays où les diverses classes sociales sont séparées entre elles par des cloisons étanches. Toute sa vie, il avait trimé dur avec son corps, et parce qu'un beau jour il avait ouvert un livre, et s'était enflammé pour ce qu'il avait lu, et aussi parce qu'il écrivait comme un notaire, on l'avait choisi pour défendre avec son cerveau les intérêts de ses camarades. Il était devenu l'un des responsables des transporteurs de fruits, avait représenté les dockers au Conseil des Syndicats de Londres, et s'était mis à écrire des articles percutants pour divers journaux du monde du travail.

Il n'avait jamais pu se mettre à genoux devant les autres, devant les possédants, qui contrôlaient ses moyens d'existence - il avait parlé comme il en avait eu envie toujours pour la bonne cause. Pendant la «Grande Grève des Dockers», on l'accusa d'avoir été l'un des meneurs. Et ce fut là son arrêt de mort. Depuis il était marqué, et chaque jour depuis plus de dix ans, il payait pour ce qu'il avait fait.

Un docker est un travailleur intermittent. Le travail abonde de temps en temps, ou bien se raréfie, selon les marchandises à transporter. Dan Cullen se vit l'objet d'une certaine discrimination. On ne l'empêcha pas systématiquement de travailler, non (cette façon de faire aurait provoqué des troubles, ce qui aurait certainement été mieux pour lui), mais il fut appelé par le contremaître, qui lui intima l'ordre de ne pas travailler plus de deux ou trois jours par semaine. C'était ce qu'on appelait la «discipline», ou la «punition» - en bref, cela signifiait «crever de faim». On n'a pas trouvé de mot plus poli pour désigner ce procédé mais dix années de «crève de faim» cassent le cœur d'un homme, et l'on ne peut vivre avec le cœur en mille morceaux.

Il vint alors échouer sur ce grabat, dans ce taudis sordide, ce qui le rendit encore plus aigri et plus découragé. Sans amis, sans parents, vieux et solitaire, plein d'amertume et de pessimisme, il combattait la vermine tout en regardant les portraits de Garibaldi, d'Engels et de Dan Burns qui le fixaient du haut des murs éclaboussés de sang. On ne venait pas le voir dans ces baraquements municipaux surpeuplés (il ne s'était lié d'amitié avec personne), et on l'avait laissé pourrir, tout seul.

UN ECRIVAIN SOCIALISTE

Mais London ne se contente pas de décrire les conditions de vie du peuple, de la classe ouvrière en particulier (voir «Le peuple de l'abîme», il veut participer à son combat. Dès 1896, il adhère au Socialist Labor Party et, toute sa vie, il subventionnera le mouvement socialiste américain, donnera des conférences sur le marxisme, participera à des meetings...

C'est dans «Le Talon de Fer», qu'il exposera le plus clairement ses convictions. Roman d'anticipation, «Le Talon de Fer» décrit les tares et les contradictions du capitalisme américain et combat vigoureusement les réformistes qui veulent pactiser avec lui. La seule solution, pour London, c'est d'abattre le capitalisme par la Révolution armée.

UNE OEUVRE CONTRADICTOIRE

D'inspiration clairement anti-capitaliste, l'œuvre de London connaît également des limites. Dans «Le Talon de Fer» par exemple, c'est un certain mépris pour le prolétariat, masse de manœuvre manipulée par une poignée de «révolutionnaires». Dans «La Vallée de la Lune», il présente comme solution à la misère et à l'exploit-

LE PEUPLE DE L'ABIME un reportage au cœur de la classe ouvrière anglaise

«Je suis socialiste, écrivait Jack London, parce que, né prolétaire, de bonne heure j'ai découvert que pour le prolétariat, le socialisme était la seule issue».

«Le Peuple de l'Abîme», reportage sur les conditions de vie du prolétariat de la banlieue Est de Londres (East End), nous plonge dans l'univers du capitalisme anglais, où le travailleur a pour seul avenir une vie écrasée, perdue d'avance. Dans cet enfer

ne s'est pas contenté de prendre connaissance de documents sur les conditions de vie des masses, ni même d'observer leur existence quotidienne ; il a choisi de partager cette existence durant deux mois, habillé pauvrement et pratiquement sans argent : «Je veux savoir comment les gens vivent là-bas, pourquoi ils y vivent, et ce qu'ils y font». Tout au long du livre apparaît le souci de comprendre la vie et la mentalité des masses et de mettre à

exemplaire (accidentés du travail jetés à la rue par ceux-là même qui les ont estropiés, ouvriers précocement usés par les cadences, la sous-alimentation, l'absence d'hygiène, de sécurité dans le travail). Nous voyons la surexploitation des femmes entraînées par la misère au travail à domicile, le calvaire des enfants et des ouvrières des plomberies, condamnés à brève échéance à une mort horrible par l'intoxication par le plomb. Nous pénétrons

che du pittoresque ou d'effets littéraires : Jack London ne nous montre pas des foules anonymes en proie à des instincts bestiaux, mais des êtres écrasés par un système oppressif.

Il n'en reste pas non plus à une description apitoyée de la condition ouvrière et ne se trompe pas de cible : la misère des travailleurs, ce n'est ni un mystère ni une fatalité résultant de «l'inégalité naturelle des hommes», c'est la conséquence d'un système où une minorité s'engraisse sur le dos de la majorité. La criminalité, la prostitution, l'alcoolisme, pour London ne trouvent pas leur origine dans l'immoralité naturelle de l'ouvrier comme l'affirmaient de nombreux penseurs bourgeois de l'époque, mais sont les conséquences de l'exploitation.

MALGRÉ SES LIMITES UN DOCUMENT REMARQUABLE

Ce livre est donc un réquisitoire accablant contre le système capitaliste. On peut toutefois regretter le point de vue purement négatif et pessimiste. Contrairement à Engels qui, dans «La Situation de la classe laborieuse en Angleterre (1843)» avait consacré un chapitre entier à l'histoire du mouve-

ment ouvrier anglais et envisageait l'avenir avec optimisme, Jack London semble presque complètement ignorer les luttes du prolétariat ou ne les envisage que sous l'angle de leur échec. Les quelques socialistes qui apparaissent dans le livre sont présentés, certes, avec sympathie, mais London ne nous dit rien de leurs luttes et les traite d'«idéalistes», poursuivant un «rêve insensé» de justice.

Ne retenant que les conséquences négatives de l'essor du capitalisme, Jack London ne voit pas qu'une des conséquences fut précisément l'apparition chez les travailleurs d'une conscience de classe et le développement du mouvement ouvrier. On pourrait faire d'autres reproches, plus graves, au livre de London. En particulier, le dernier chapitre est en retrait par rapport au reste du livre. (Ce chapitre fut d'ailleurs ajouté après coup à la suite des pressions de l'éditeur, effrayé par la hardiesse du livre).

Mais finalement, et en dépit de ces limites, «Le Peuple de l'abîme» mérite d'être lu, car c'est un document remarquablement précis et détaillé sur l'exploitation des travailleurs anglais du début du XX^e siècle.

Catherine LEMEL



Les conditions de vie décrites par Jack London (taudis, chômage, malnutrition, misère atroce) continuent d'exister...

social que constitue la banlieue de Londres, c'est la lutte sans merci de tous contre tous pour survivre et l'homme est réduit à l'état de marchandise dont la valeur est fixée par les impératifs du profit capitaliste.

Ce qui fait la force de ce livre, c'est sa valeur de témoignage : J. London

jour le processus par lequel les capitalistes exploitent puis jettent à la rue ou dans des asiles, des milliers de travailleurs après en avoir épuisé les forces : Jack London donne la parole à des travailleurs en respectant leur langage, appuie par des statistiques le récit des destins individuels qui prennent alors une valeur

dans les taudis londoniens où les travailleurs vivent et meurent à 9 ou 10 par pièces avec la menace constante d'être jetés à la rue.

UN RÉQUISITOIRE CONTRE LE CAPITALISME

Ainsi, dans le «Peuple de l'Abîme», nulle recher-

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Carté au P«C»F...

J'ai un camarade qui dernièrement est entré au PCF. On lui avait dit : «Ca ne coûte pas cher, alors allez ! On discutera après. Tu viens aux réunions quand tu en auras le temps».

Plusieurs fois déjà, j'avais discuté avec le père de JP, JP était présent, et n'était pas d'accord avec nous car il subissait fortement l'influence du PCF, qui à ses yeux, puisqu'il avait tant de publicité, devait être sincère. Mais JP a réfléchi quand il a, une nouvelle fois, vu comment était le PCF, comment il «raccolait» des «communistes» afin d'avoir plus de voix aux élections.

JP est au PCF, mais pour lui ça ne veut rien dire. C'est un état de fait, qui n'est pas suivi d'un mouvement de lutte contre la société. Le PCF est composé de trois sortes de gens :

- L'appareil ou organe central du PCF (Marchais et les autres)
- Les militants
- Les cartés comme JP qui ont une carte du PCF, mais ne font rien, et représentent à eux seuls 70 % du PCF. Et après, on dit que le PCF est un parti représentatif des masses populaires.

Il n'y a qu'à suivre le 22^e congrès du PCF pour savoir que pas une seule fois les problèmes posés par le monde prolétarien n'a pris le devant face aux «problèmes» de la petite bourgeoisie (pornographie,...) et c'est un parti qui se veut défendre les masses en renonçant au pouvoir du peuple ! J'en doute, et JP aussi en doute maintenant, bien qu'il soit encore au PCF.

Amiens. Des jeunes qui veulent un communisme véritable.

VIE QUOTIDIENNE

DES PARENTS INDIGNÉS

Notre fils s'est engagé pour 3 ans dans la marine nationale afin d'apprendre le métier de diéseliste, métier qu'il n'a pas eu la possibilité d'apprendre dans le civil, faute d'école.

Après deux ans passés à l'armée, ayant été contraint de participer à tous les tirs atomiques, lors de la campagne de Mururoa en 1974 (Les 7 derniers tirs aériens), il a été traumatisé par ce type d'expérience. Son congé ayant été retardé, de retour en France, fiancé à une jeune fille de santé fragile ; inquiet, plusieurs fois, il n'a pas réintégré sa base à temps et a donc été considéré comme déserteur. Déprimé, il a été soigné au tranxène 10. Malgré la reconnaissance de cet état dépressif, (reconnu par l'hôpital Béguin), l'autorité militaire n'a pas hésité à le condamner à cinq mois de prison avec sursis et un mois ferme. Libéré après 23 jours de prison, il a été renvoyé dans ses foyers.

Heureux de retrouver sa femme enceinte, ayant trouvé du travail et un logement, quelle ne fut pas sa surprise après 3 mois de vie civile d'être convoqué à la gendarmerie de St Michel/Orge (Essonne), pour «régularisation de sa situation militaire».

Surpris et craintif, ayant été maltraité quelques mois aupara-

vant par quelques gendarmes, (frappé aux testicules et aux plis des bras et, derrière les genoux pour ne pas laisser de traces, méthodes dignes de la Gestapo telles que nous les avons connues dans la Résistance (F.T.P.).

A cette dernière convocation, devant la crainte de notre fils, nous l'avons accompagné pour aller chercher ses papiers militaires. Quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre qu'on l'emmènerait à Fleury-Mérogis pour sept jours.

Civil, le voilà condamné pour un complément de peine militaire.

Peu importe à ces messieurs de l'autorité militaire qu'il ne puisse payer son loyer et perde son emploi.

Il est certain que si notre fils était fils de bourgeois, les choses ne se seraient pas passées de la même façon, il aurait été traité avec égard, il n'aurait certainement pas de jours de prison, il n'aurait pas de souci de logement, de risque de se retrouver au chômage.

Ce qui frappe notre fils est donc une justice de classe dont nous ne pouvons nous débarrasser qu'en renversant la bourgeoisie et en instaurant notre propre justice, celle du prolétariat.

Mr et Mme C.
Ste Geneviève des Bois

Communiqué

AMIENS

CRS, flics, gardes mobiles, anti-gang, vigiles quadrillent Amiens, matraquent les ouvriers et les femmes chez Saint-Frères à Flixécourt, expulsent les ouvriers qui occupent leur usine. Devant la colère populaire contre leur crise, les patrons ont peur et ils frappent.

Pour défendre nos libertés démocratiques, nous devons résoudre les problèmes qui risquent de nous diviser : la campagne anti-jeunes de la bourgeoisie, l'attitude du P«C»F, quel syndicalisme ? Réaliser notre unité, au sein de la classe ouvrière, et autour de nos luttes, c'est se donner les moyens de combattre les patrons, l'Etat bourgeois, et de les faire céder.

VENDREDI 20 FÉVRIER - 20 h 30 - Salle DEWAILLY
(près de la piscine Pierre de Coubertin)

MEETING-DEBAT : «Défendons nos libertés démocratiques»
Section d'Amiens du P.C.R. (ml)

A propos de "CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE"

Saint-Amand-les-Eaux le 6/2/76

Camarades,

Je vous écris à propos du film de Lakhdar Hamina «Chronique des années de braises», à propos de l'interview réalisée par Grégoire Carrat et de la critique qu'il fait en conclusion (QdP n° 100).

D'abord, je pense qu'il est fort juste de faire une place aussi importante à ce film dans le «Quotidien du Peuple», il la mérite.

Mais j'ai été choqué en voyant la conclusion faite trop hâtivement par Grégoire Carrat sur ce film et les moyens mis en œuvre par son auteur (je cite) : «Est-ce que c'est en empruntant cette

voie là (l'emploi des moyens des films à grand spectacle occidentaux) que le cinéma du Tiers Monde pourra se développer ? On peut en douter».

A mon avis, il ne faut pas exagérer dans le film l'ampleur de «ces moyens mis en œuvre». Bien sûr, il est beau, les couleurs sont belles, les paysages aussi, les tableaux sont magnifiques à mon avis, les procédés techniques employés doivent servir cette beauté.

Et la bourgeoisie cherche à abrutir les masses par des films aux belles images, où il y a de l'inattendu, du mystérieux.

Mais même s'il avait utilisé des moyens gigantesques, je resterais d'accord avec Lakhdar Hamina quand il dit : «Mon film



Cher camarade,

Ta critique présente l'essentiel des reproches adressés à l'appréciation portée à la fin de l'article sur le film «Chronique des années de braise».

Il est bien évident qu'il ne peut être reproché à Lakhdar Hamina d'avoir voulu faire un beau film - le reproche ne lui est pas fait - et d'y être parvenu. Les impressions que tu as ressenties, je les ai ressenties moi-même. Dans cette mesure ce film est une grande réussite.

Ce qui a inspiré la réflexion mise en fin d'article est autre : le film supporte mal d'être présenté sur les écrans algériens, une partie de sa beauté et par conséquent de sa qualité, est gâchée parce que les techniques utilisées : stéréo, grand écran etc. n'existent quasiment pas en Algérie. Par ailleurs, le film se présente comme une exception. Il

y a malheureusement un marché pour les productions françaises sur tout, de peu de valeur tel que «l'incorrigible», «une anglaise romantique». Ce sont même les principales affiches d'Alger. Ces deux constatations amènent un doute : est-ce que le film de Lakhdar Hamina n'est avant tout qu'un magnifique objet d'exportation, est-ce qu'il doit rester une exception au milieu d'un cinéma encore peu développé ? Est-ce que, en fin de compte, une production unique ou presque, peut tenir lieu de cinéma national, même si et c'est le cas ici, elle nous permet de découvrir la réalité de la lutte d'un peuple ?

Ce débat est difficile et ne peut être mené que par les peuples du Tiers Monde et en ce cas par le peuple algérien, car c'est leur affaire et non la nôtre. Cependant, dans le point de vue que nous pouvons

défend une cause et j'ai employé tous les moyens pour convaincre. J'ai voulu faire un film qui enlève l'image de marque qui est donnée au cinéma du Tiers Monde, un certain misérabilisme qui veut que les zooms soient flous, les travellings cahotants. Regarde le cinéma chinois, les films sont toujours parfaits du point de vue technique, les images très belles».

A chaque instant, on voit le réalisateur nous apporter des enseignements politiques :

- nécessité de la lutte contre les rivalités tribales pour faire l'indépendance nationale.

- principe de la guerre du peuple...

Ensuite, ce qui est important, il respire la vie, par son esthétique, par son scénario, il est passionnant. On se sent parfois dans le film, on vit cette histoire du Peuple Algérien. Quand on sort de la salle, on revit toutes ces luttes passées pour l'indépendance nationale, luttes victorieuses, enthousiasmantes. Et on a envie de se battre contre notre impérialisme.

Alors je réponds à Grégoire Carrat : pourquoi ne serait-ce pas en empruntant cette voie-là que le cinéma du Tiers Monde pourra réellement se développer ?

Je pense que ce film est exemplaire. Il présente enfin une autre alternative : face au cinéma bourgeois qui n'a pour but que d'abrutir les gens, c'est un film fait pour ceux qui luttent, et il n'est pas étonnant qu'il ait actuellement un certain succès que la bourgeoisie ne peut nier.

En résumé, je ne pense pas qu'il y ait de technique prolétarienne et de technique bourgeoise, je pense que la technique, la mise en scène, sert le contenu, qui lui, est nécessairement «de classe».

J.M. St Amand les Eaux

faire sur cette question, nous devrions prendre en cause ceci : produire de beaux films, pour défendre une cause juste - et Lakhdar Hamina critique à juste titre «l'image de marque» misérabiliste du cinéma Tiers Monde - est-ce que cela doit se traduire sous la seule forme du cinéma hollywoodien ? La voie ouverte par le cinéma chinois n'est-elle pas radicalement différente ?

Tel est le sens que je voulais donner à la question de la fin. Si cela n'a pas été dit clairement, cela est en grande partie dû au fait, et c'est une grande carence de l'interview, que ces questions n'aient pas été posées à L. Hamina. Et nous espérons que nous aurons l'occasion de poursuivre avec lui ce débat et qu'il se poursuivra très largement.

Grégoire CARRAT

TELEPHONEZ AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
208.65.61 - Paris
de 8 h 30 à 13 h

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
55 942

Vient de paraître REBELLES

Journal de l'Union Communiste de
la jeunesse révolutionnaire

Envoyez vos commandes à
Herment Thierry, 57 rue Ordener, Paris 75 018
prix 3 F
abonnement : 6 mois, 16 F ; 1 ans, 30 F

TELEVISION

«Les dossiers de l'écran»

«LE VIEIL HOMME ET LA MER» OU COMMENT NOYER LE POISSON

Profitant du tapage fait autour du film «Les dents de la mer», les dossiers de l'écran avaient choisi pour thème : «La mer et ses richesses». Sujet prometteur et qui aurait pu donner matière à un débat instructif sur la manière dont l'impérialisme pillait les ressources maritimes et pollue les océans. Les scientifiques présents au débat se sont contentés de nous rassurer sur le degré de pollution. Nous rassurer, quand on a vu les effets de la pollution par le mercure sur les enfants de Minamata au Japon, ces corps tordus, déformés ! Quand on a vu le résultat des déversements des «boues rouges» sur la pêche en Méditerranée.

Messieurs les savants, allez donc demander aux pêcheurs corses ce qu'ils pensent de la pollution en Méditerranée ! D'ailleurs un scientifique avouera ingénument que les conséquences du développement industriel étaient mal connues en ce qui concerne les océans. Bel avenir, autrement dit, comme pour les centrales nucléaires, le capitalisme joue avec notre vie par soif du profit. Cette logique capitaliste, elle apparaît aussi en filigrane dans le deuxième thème du débat sur les problèmes de la pêche : on apprend au passage, et à condition de bien tendre l'oreille, que les vrais responsables de la baisse du tonnage ce sont des pays comme le Japon, la Norvège ou l'URSS, qui mettent littéra-



lement l'océan en «coupe réglée», ce qui entraîne la diminution du tonnage pêché. Quant à la conférence sur le droit de la mer, où les pays du Tiers Monde ont obtenu une victoire importante en obtenant que la limite des eaux territoriales soit repoussée à 2 000 miles, elle est restée comme une arête au fond de la gorge de monsieur Pons, représentant des intérêts capitalistes dans le domaine de la pêche. Quant au film «le vieil homme et la mer», il ne vaut pas la peine qu'on en parle. D'un roman d'Hemingway, le réalisateur

américain a tiré une espèce de bouillie moralisatrice sur fond de coucher de soleil et de réflexions «profondes» du style «les poissons, c'est moins intelligent que les hommes qui les tuent, ça ne les empêche pas d'être meilleurs». Cette démagogie, on la retrouvera d'ailleurs à la fin du débat lorsque Joseph Pasteur fera parler un vieux pêcheur marseillais et lui fera montrer des photos de ses plus belles prises. On était bien loin des «boues rouges» et de Minamata. C'est sans doute ce qu'on appelle «noyer le poisson».

Programme

VENDREDI 20 FÉVRIER

TF 1
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - JOSÉ (comédie)
22 h 35 - LUNATIQUES - LE TROU J. Duché
22 h 55 - JOURNAL

A 2
13 h 35 - SPÉCIAL CORSE émission Idcale
14 h 30 - LES APRÈS MIDI
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACUTALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MOISE
21 h 30 - APOSTROPHES
22 h 35 - CINE CLUB - LES 5000 DOIGTS DU DOCTEUR T (v.o.)
00 h 10 - JOURNAL

FR 3
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
20 h 30 - VENDREDI
21 h 25 - LES DOSSIERS NOIRS
22 h 25 - JOURNAL

SAMEDI 21 FÉVRIER

TF 1
14 h 35 - Samedi à vous.
18 h 30 - GEDEON
18 h 40 - 6 MINUTES POUR VOUS DÉFENDRE
18 h 50 - MAGAZINE AUTOMOTO
19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMÉRO 1 Charles AZNAVOUR
21 h 30 - Grand Père VIKING feuilleton.
22 h 30 - BOXE - CASSIUS CLAY-COOPMAN
23 h 00 - JOURNAL

A 2
14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - COUPE 1976 DES CHAMPIONS DES CHIFFRES ET DES LETTRES.
21 h 20 - Concours SUPER 8 la TV des téléspectateurs.
21 h 45 - DIX DEDER
23 h 15 - JOURNAL

FR 3
19 h 00 - POUR LES JEUNES
20 h 00 - IL ÉTAIT UNE FOIS MARIPASOULA
20 h 30 - YVETTE film TV

DIMANCHE 22 FÉVRIER

TF 1
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - LE PETIT RAPPORTEUR
14 h 05 - Les RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE : YVES MONTAND DIRECTORAL AUNE
15 h 45 - SKY HEIST tv amér.
17 h 10 - JOURNAL
19 h 45 - LA SCOU MOUNE José Giovanni 72
20 h 30 - La leçon de musique MICHEL CORBOZ
23 h 20 - JOURNAL

A 2
16 h 00 - Spécial ENFANTS
17 h 30 - Monsieur CINÉMA
18 h 25 - MASH (américain)
18 h 50 - STADE 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SYSTEME 2 A MONTECARLO
22 h 05 - LES BRIGADES DU TIGRE policier.
23 h 25 - JOURNAL

FR 3
19 h 00 - Les grandes heures d'ABEL GANCE
19 h 55 - SPECIAL SPORTS
20 h 05 - Les années épiques du cinéma.
21 h 45 - LE MASQUE ET LA PLUME
23 h 45 - Spécial Dimanche.

HORIZONTALEMENT

1. Offre.
2. Lâchait des vents. Exclamation.
3. Dans les brancards. Coule dans une botte.
4. Réfléchi. Vient d'augmenter.
5. Serre.
6. Concerne St. Martin.
7. Appris. A la chaîne.
8. Se dégonflent.
9. Décomposées.

VERTICALEMENT

	A	B	C	D	E	F	G
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							

VERTICALEMENT

- A. Ne se décourage pas.
- B. Filé. Guetté par la déqualification.
- C. Salue une belle Véronique. On ne le demande pas toujours.
- D. Sans fin.
- E. Marque la souffrance. Au monde.
- F. Fait la planche. Retire.
- G. Sans vergogne.

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ : Après avoir franchi par la ruse le fleuve Bleu, l'Armée Rouge poursuit sa Longue Marche. Guidée par une tribu du Ssetch'oan l'avant-garde traverse le fleuve Ta-tou à An-jen-tch'ang. Mais le gros des forces doit faire un détour. Pour éviter l'écrasement il faut absolument s'emparer du pont appelé Lieou-ling-k'iao.

24^e épisode

LES HÉROS DU TA-TOU

LE «PONT FIXÉ PAR LIEOU»

Le Lieou-ting-k'iao fut construit il y a plusieurs siècles à la façon de tous les ponts qui franchissent les profonds cours d'eau de l'Ouest de la Chine. Seize grosses chaînes de fer, d'une envergure de quelque cent yards (1) ou plus, étaient tendues au-dessus du cours d'eau, leurs extrémités noyées dans de grands piliers de rocs cimentés sous les têtes de pont de pierre. D'épaisses planches attachées aux chaînes formaient le tablier du pont, mais à leur arrivée, les Rouges s'aperçurent que la moitié de ce plancher avait été retirée, et devant eux, jusqu'au milieu du pont, il n'y avait que les chaînes nues. A la tête de pont opposée, un nid de mitrailleuses leur faisait face, et plus loin se trouvaient des positions tenues par un régiment de troupes blanches. Ce pont, en principe, aurait dû être détruit. Mais les Ssetch'oanais tiennent à leurs rares ponts : ils ne sont pas faciles à reconstruire et ils coûtent cher. On disait du Lieou-ting-k'iao que «la richesse des dix-huit provinces a contribué à sa construction». De toute façon, qui aurait cru que les Rouges essaieraient follement de passer sur les chaînes ? Mais c'est précisément ce qu'ils firent.

VOLONTAIRES

Il ne fallait pas perdre un instant. Le pont devait

être pris avant qu'arrivent les renforts ennemis. Une fois de plus, on demanda des volontaires. Un par un, les soldats se présentèrent pour risquer leur vie, on en choisit trente. On leur sangla grenades et mausers sur le dos, et les voilà se balançant au-dessus du courant bouillonnant, s'accrochant des mains aux chaînes de fer. Les mitrailleuses rouges faisaient crépiter leur tir de couverture, criblant de balles la tête du pont. L'ennemi répondait avec ses propres mitrailleuses et des tireurs isolés visaient les soldats rouges ballottés au-dessus de l'eau et qui progressaient lentement vers eux. Un premier combattant fut touché et tomba dans le torrent ; un second tomba, puis un troisième. Mais comme ils avançaient, le tablier du pont offrit aux téméraires une certaine protection, et les balles ennemies ricochaient pour la plupart ou touchaient la falaise de la rive sud.

VICTOIRE !

Les Ssetch'oanais n'avaient jamais vu des Chinois combattre comme ces Rouges ; pour ceux-ci la condition militaire n'était pas tout juste un «bol de riz» ; ils étaient prêts à donner leur vie pour vaincre. Les superstitieux Ssetch'oanais se demandaient si c'étaient des êtres humains, des fous ou des dieux. Leur propre moral s'en trouvait affecté ; peut-être ne tiraient-ils pas pour tuer ; peut-être quelques-uns d'entre eux souhaitaient-ils obscurément que ces Rouges réussissent dans leur tentative ! A la fin, un de ceux-ci rampa sur le tablier du pont, amorça une grenade et la lança avec une parfaite précision dans la redoute ennemie. En désespoir de cause, les officiers ssetch'oanais donnèrent l'ordre d'arracher le reste des planches du tablier. C'était déjà trop tard. D'autres Rouges approchaient en rampant. On jeta de la paraffine sur les planches et elles prirent feu. Mais déjà près de vingt assaillants s'avançaient sur leurs mains et leurs genoux, lançant une grenade après l'autre dans le nid de mitrailleuses ennemi.

Soudain, sur la rive gauche, s'élevèrent des cris de joie. «Vive l'Armée rouge ! Vive la Révolution ! Vive les héros du Ta-tou-ho !». Car les Blancs abandonnaient la partie et fuyaient pêle-mêle. S'élançant sur les dernières planches du pont, à travers les flammes, les assaillants sautèrent lestement dans la redoute ennemie et tournèrent les mitrailleuses abandonnées contre les fuyards.

L'ÉTOILE D'OR

D'autres hommes se pressaient le long des chaînes et vinrent aider à éteindre le feu et à remettre les planches. Et peu après la division qui avait traversé à An-jen-tch'ang fut en vue, déployant une attaque de flanc contre le restant des positions ennemies, de sorte qu'en peu de temps, les troupes blanches s'étaient toutes débandées, ou en fuite, ou avec les Rouges, - car au nombre d'une centaine les Ssetch'oanais jetèrent leurs armes pour se joindre à l'Armée rouge. En une heure ou deux, l'armée entière, joyeuse, franchissait le fleuve en chantant. Au-dessus, à haute altitude, rugissaient, impuissants, les avions de Tsiang Kai-chek et les Rouges en délire leur lançaient des défis. Comme les troupes communistes se déversaient sur le pont, ces avions essayèrent d'atteindre celui-ci, mais leurs bombes ne firent que de jolies gerbes d'eau sur la rivière.

En récompense de leur bravoure insigne, les héros d'An-jen-tch'ang et de Lieou-ting-k'iao reçurent l'Étoile d'or, la plus haute décoration de l'Armée rouge. Je devais plus tard en rencontrer plusieurs au Ninghsia et être stupéfait de leur jeunesse, car ils avaient tous moins de vingt-cinq ans.

(à suivre)

1. Environ 90 mètres

INTERNATIONAL

Rapprochement syro-jordanien

UNE INITIATIVE AMBIGUE

À l'issue de la réunion du comité supérieur syro-jordanien, sous la présidence des premiers ministres des deux pays, on a appris qu'ils avaient décidé d'unifier leurs représentations diplomatiques. On sait par ailleurs, que cette réunion devait aborder les questions de l'unité dans les domaines de l'industrie et du commerce, des transports, de l'école, de l'information, de l'énergie, et enfin, des forces armées.

Comme on le voit, le processus de rapprochement, engagé par l'accord de coopération de mars 1975, touche à de très nombreuses questions. Ses mobiles et son orientation sont une des pièces importantes de l'évolution de la situation au Moyen-Orient dans les mois à venir.

Voici quelques mois, un accord de «désengagement» était signé entre l'Égypte et Israël, sous la houlette de Kissinger. Mises à part ses autres conséquences politiques, cet accord plaçait la Syrie dans une position particulièrement difficile.

D'une part, les tentatives syriennes pour mettre comme condition à la conclusion de l'accord des discussions sérieuses sur le Golan, partie de son territoire occupée depuis 1967 par Israël, avaient échoué. D'autre part, la possibilité d'ouvrir ces discussions était gravement compromise par l'existence d'un accord égypto-sioniste. En effet, la pression militaire sur l'État sioniste se trouvait

considérablement diminuée, du fait qu'elle disparaissait sur le front ouest, du côté égyptien. Sur le plan diplomatique comme sur le plan militaire, la Syrie se trouvait isolée.

L'ensemble des démarches de la diplomatie syrienne, depuis cette période, a visé à briser cet isolement. Particulièrement, les problèmes d'un «règlement négocié» sur le front Est, sont beaucoup plus difficiles que du côté égyptien.

DES INTERETS TROP DIVERGENTS

D'une part, Israël accorde au territoire syrien occupé une beaucoup plus grande

importance qu'au Sinai égyptien : il s'agit en effet d'une position stratégique de choix, qui met la capitale syrienne, Damas, à portée immédiate de son armée.

Inversement, le Golan a une situation dominante qui mettrait d'importants territoires israéliens à portée de l'artillerie syrienne, si ce pays venait à le récupérer.

D'autres contradictions viennent encore compliquer le problème. Le roi Hussein de Jordanie, de son côté, n'a jamais complètement renoncé à remettre la main sur la Cisjordanie, au prix même de l'acceptation d'un contrôle militaire israélien sur ce territoire : ambition parfaitement contradictoire avec la reconnaissance de l'Organisation de Libération de la Palestine comme seul représentant du peuple palestinien, et avec les aspirations maintes fois réaffirmées de la population palestinienne de ces territoires.

LE RAPPROCHEMENT AUX DÉPENS DE QUI ?

Mahmoud el Ayoubi, premier ministre syrien, avait

déclaré en arrivant à Amman pour prendre part au comité supérieur syro-jordanien que les gens qui «remettent des doutes concernant le rôle de la Syrie au Liban, ne visent pas uniquement la médiation syrienne au Liban, mais aussi le rapprochement syro-jordanien et syro-palestinien, et en définitive le rapprochement syro-jordanien-palestinien».

Il reste qu'entre les objectifs contradictoires poursuivis par le roi de Jordanie et la Résistance palestinienne, la Syrie devra trancher dans le cadre de ce rapprochement.

Pour l'instant, il est particulièrement remarquable que Damas soit restée muette sur la réactivation des ambitions jordaniennes concernant la Cisjordanie, initiative condamnée vigoureusement par le Comité Exécutif de l'O.L.P. Signe inquiétant quant à la partie en faveur de laquelle le régime syrien est en train de réaliser une unité pourtant rendue nécessaire par la rupture du front arabe après l'accord du Sinai.

Jean LERMET

le quotidien du peuple

Palestine occupée : lutttes de masse et répression

À Jérusalem, d'importantes manifestations se sont déclenchées après l'acquiescement par le tribunal israélien de trois jeunes juifs qui avaient pris la mosquée el Aqsa comme lieu de leurs prières, tentant ainsi de remettre en cause le caractère arabe de ce lieu. Depuis 20 jours, les manifestations se multiplient, des milliers d'arrestations ont été effectuées par les autorités d'occupation : trois cents personnes, dont cent femmes, ont ainsi été arrêtées dans la nuit de mardi à mercredi. Par ailleurs, le maire de Bethléem, Elias Fredj, a élevé une protestation contre la condamnation, à la suite de manifestations de lycéens à des arrestations de 300.000 anciens francs. Enfin, le vicaire patriarcal Hilarion Capucci, emprisonné par les autorités sionistes pour son soutien à la résistance palestinienne, est désormais alimenté de force par intraveineuses, suite à une décision du directeur de la prison de Ramleh, où il est incarcéré, contre la grève de la faim qu'il observait depuis dix jours.

Sahara Occidental : Missions internationales

Le représentant du secrétaire général de l'ONU qui avait été chargé d'une mission d'information au Sahara estime que «la situation militaire telle qu'elle se présente actuellement rend une consultation significative des Sahraouis très difficile, sinon impossible». Il a déclaré ne considérer son voyage que comme «la première partie de sa mission», estimant qu'il «ne serait pas déraisonnable d'interroger aussi les réfugiés sahraouis». En particulier, le représentant de l'ONU a été frappé par l'absence totale d'hommes (qui sont tous au combat) dans les villes occupées par le Maroc qu'il a pu visiter.

Par ailleurs, une délégation de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme affirme que le peuple sahraoui est victime «d'une véritable entreprise de génocide» : «nous avons pris connaissance, au cours de notre mission, de faits indicibles : des enfants aveuglés par des bombes à gaz, une fillette de 8 à 9 ans brûlée au napalm, des enfants de deux ans et demi pesant entre trois et cinq kilos ; on nous a rapporté que des enfants et des femmes ont été égorgés pour l'exemple, et qu'une femme enceinte a été éventrée».

Télévision portugaise : pluralisme à sens unique

Le conseil des ministres portugais vient de mettre au point le nouveau statut de la télévision. Une structure assez compliquée sera chargée d'assurer le «pluralisme idéologique» de cet organe d'information. L'expérience a déjà montré ce qu'on entend aujourd'hui au Portugal par cette formule : non seulement c'est le parti socialiste qui a repris en mains les journaux préalablement aux mains du P(C)P, mais de surcroît, les organes d'information que les travailleurs avaient réussi à prendre en mains, le journal República et Radio Renaissance, ont été purement et simplement rendus à leurs anciens propriétaires réactionnaires.

Catalogne : municipaux en grève

Alors que le roi Juan Carlos poursuit sa visite en Catalogne, où il n'a rencontré que les représentants officiels du régime, et où sa visite n'a suscité aucune manifestation de soutien populaire, la grève des municipaux de Barcelone se durcit. Réunis à la mairie, les ouvriers, en lutte depuis deux semaines, se sont battus avec la police. Enfin, on apprend hier matin, qu'en guise de cadeau au peuple catalan, Juan Carlos avait signé un décret gouvernemental réquisitionnant la police municipale et les pompiers qui participent à la grève.

Djibouti

C'est à la demande de la délégation somalienne que le conseil de sécurité de l'ONU a réexaminé les plaintes somaliennes et françaises sur l'affaire du car des otages de Loyada. À cette occasion, le délégué somalien a demandé qu'une délégation de l'ONU vienne enquêter sur place sur l'occupation dont son pays a été victime à cette occasion, et qui avait fait plusieurs morts et blessés parmi la population civile et les policiers de la garde frontalière.

Islande : rupture avec l'Angleterre L'AMBASSADE A PARIS :

"NOUS SOMMES RESOLUS A LUTTER"

L'ambassadeur d'Islande à Londres a annoncé hier au ministre des affaires étrangères britannique la décision de l'Islande de rompre leurs relations diplomatiques.

UNE RESSOURCE VITALE POUR L'ISLANDE

Cette importante décision n'est pas surprenante : elle n'est qu'une étape dans la lutte que mène, aujourd'hui, l'Islande contre le pillage de ses eaux territoriales. Cette lutte, que la presse française et britannique, pleine de dédain à l'égard de ce petit pays qualifié de «guerre de la morue», renvoie, en son fond, à la volonté du gouvernement islandais de faire respecter sa souveraineté sur ses eaux territoriales. En 1950, l'Islande avait porté la limite de ses eaux de 4 à 12 milles, puis, de nouveau, en 1972, de 12 à 50 milles. En octobre 1975, s'intégrant au mouvement d'ensemble des pays du Tiers-Monde pour la défense de leurs richesses maritimes l'Islande portait à 200 milles (soit 325 kms) ses limites de pêche.

En effet, les eaux très poissonneuses au large de ses côtes, son l'objet d'un pillage en règle de la part des marines britanniques, ouest-allemande, soviétique, etc... puisqu'il s'agit de la zone la plus poissonneuse au large de l'Europe. Devant les risques d'épuisement des réserves de pêche, l'Islande, dont c'est la principale ressource économique, a donc décidé de protéger ses zones de pêche : Mais chaque mesure allant dans ce sens s'est toujours heurtée à l'impérialisme britannique.

En 1950, comme aujourd'hui, des navires anglais étaient arraisonnés dans les eaux islandaises. En réponse, la Grande-Bretagne lançait ses navires de guerre sur les embarcations de pêche islandaises. En janvier 1975, la crise rebondissait lorsque l'Islande annonçait son intention de démissionner de l'OTAN, au sein duquel elle a un grand rôle stratégique comme base de surveillance aéronavale pour les troupes américaines. Suite à cette déclaration, la Grande-Bretagne acceptait de négocier avec l'Islande, et retirait ses navires de guerre.

Interrogé hier, à ce sujet, un représentant de l'ambassade d'Islande à Paris nous a fait les déclarations suivantes :

«La Grande-Bretagne mettait des conditions à

tout accord : une de celles-ci était la fixation à 85 000 tonnes de poisson (morue, églefin et lieuron) des prises britanniques autorisées par l'Islande. Celle-ci ayant refusé,



Canonnière islandaise (à droite) contre chalutier anglais (à gauche)

sé, la Grande-Bretagne renvoyait ses bâtiments de guerre protéger, dans les eaux islandaises, la présence illégale de ses navires de pêche. Ceux-ci viennent maintenant pêcher dans les zones interdites par le gouvernement islandais à tout chalut (islandais comme autre) à des fins de reproduction du poisson».

QdP : La Grande-Bretagne s'est-elle déjà livrée à des mesures de représailles économiques ?

«Oui. À l'heure actuelle, la principale mesure de rétorsion britannique porte sur les accords conclus entre l'Islande et la Communauté Economique Européenne. Reykjavik a signé un accord avec la Communauté pour l'importation de produits industriels ouest-européens, portant sur trois ans.

Cet accord avait pour contre-partie un second

accord sur les exportations islandaises de poisson à destination de la Communauté. Si le premier de ces deux accords est effectif, le second, quant à lui, n'est toujours pas entré en vigueur, puisqu'il se heurte à l'opposition de Londres. De plus, la Grande-Bretagne a mis son veto à la signature d'un accord de six mois entre l'Islande et l'Allemagne de l'Ouest, dans le cadre de la Communauté, définissant les modalités de pêche pour les chalutiers allemands, dans des zones strictement délimitées».

«Nous considérons comme très dangereuses les manières britanniques de lancer les navires de guerre sur les gardes-côtes islandais. Nous sommes particulièrement résolus à lutter. C'est pour cela que nous parlons d'une rupture diplomatique».